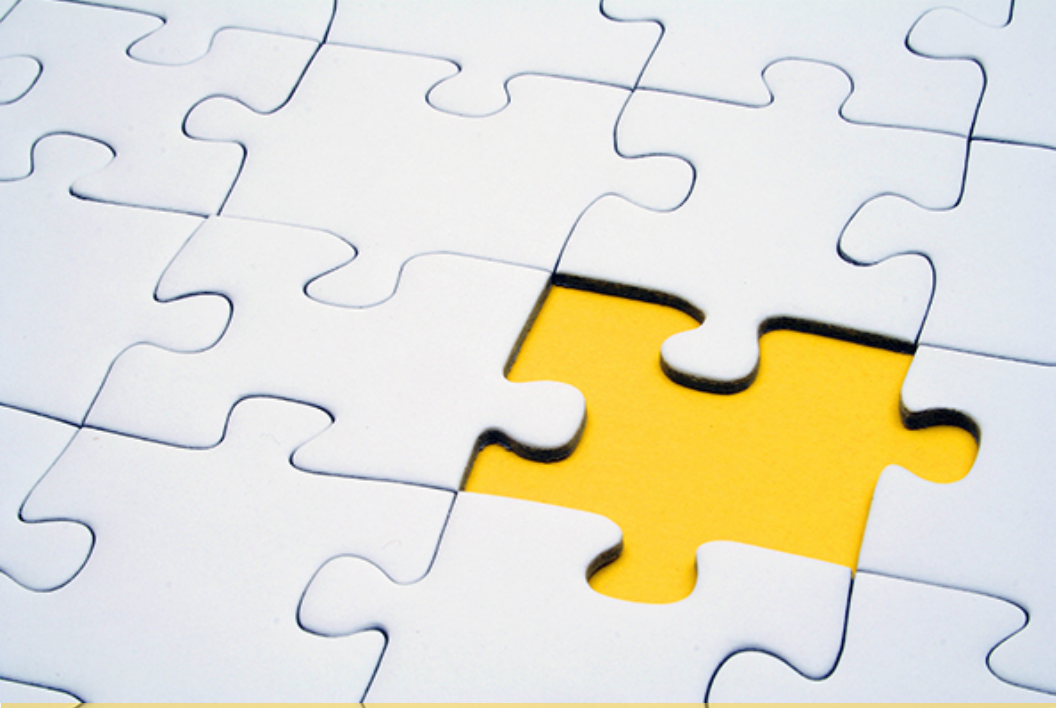

AUX CITOYENS ET AUX CANDIDATS

Président-e 3.0

Condensé d'orientations claires et réalistes pour le Sénégal 3.0, celui du développement durable et responsable.
Propositions d'un modeste citoyen, espérant que ces pages seront digestes.

El Hadji Amadou SAMBA

https://www.ame-samba.com

Le Président 3.0

Ce livre s'adresse aux citoyens et aux candidats à l'élection présidentielle de mon exceptionnel pays, le Sénégal. Dans un pays où les candidats sont aussi nombreux, il est peut - être pertinent d'inverser les rôles et plutôt que de devoir lire plus de 240 offres politiques de candidats, ce livre se veut un condensé d'orientations et d'attentes formulées par un modeste citoyen et pas plus.

© El Hadji Amadou SAMBA
BP 11 714 Dakar Peytavin, Sénégal, Janvier 2024

https://www.ame-samba.com
courrier@ame-samba.com

ISBN : 979-10-415-3619-1
EAN : 9791041536191

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays. L'auteur ou l'éditeur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

« Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective.
Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant droit ou ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle »

Scannez le code QR ci-contre, pour accéder à des ressources et des contenus explicites, mis en ligne.
Vous y trouverez, au fil du temps, des liens vers des vidéos, images, présentations, articles et assimilés.

Table des matières

Prologue *4*

Qu'attendre d'un-e Président-e *6*

Orientations et stratégies à prôner *9*

Sujets inéluctables *52*

Idées de programmes *56*

Défis *59*

Qui élire ? *65*

Aux citoyens et électeurs *71*

Prologue

Après moult réflexions, j'ai décidé d'écrire ce « livre » qui se veut concis, pertinent et utile, à une période préélectorale importante pour le Sénégal, un pays à plus d'un titre, exceptionnel.
Au nombre de pages très réduit, c'est une contribution, dans la proposition d'orientations mûries, l'identification des défis et ne serait-ce que d'apporter des bribes de solutions et idées de programmes, en réponse aux attentes légitimes de générations en quête de situations encore meilleures.

A mon humble avis, il s'impose une innovation dans l'écriture de « livres-programmes » adressés à des citoyens submergés par des flots d'informations, dans un monde en proie à d'innombrables crises, enjeux et défis.

Le format relativement réduit, le renvoi vers des plateformes en ligne et certains réseaux sociaux se justifient par l'évolution dans le comportement des générations actuelles, friandes de contenus vidéos et plus riches.
Par conséquent, je cherche à en faire un « livre - interactif » qui contient des codes QR que le lecteur peut scanner pour accéder à de plus amples informations. En effet, certains points nécessitent davantage d'explicitations à mettre à jour, selon le contexte et l'échelle temporelle.

Avec autant de candidatures déclarées pour les prochaines échéances électorales, il est évident que la fonction présidentielle intéresse davantage de Sénégalais cependant, il importe de rappeler qu'être « Président-e d'un pays » impose une sagesse et des qualités exceptionnelles.
Loin de moi, l'idée de douter de toutes ces candidatures mais j'ose espérer que parmi eux, le Sénégal identifiera cet être d'exception qui fera émerger le Sénégal 3.0, celui de ceux et celles qui n'attendent en retour qu'un avenir meilleur pour notre « res publica ».

S'il suffisait seulement de diriger une plateforme politique, les candidatures se compteraient en multiples de 224.

Je remercie particulièrement les adhérents et sympathisants de la plateforme de l'Alliance nationale pour un développement durable et responsable (ANDD-R) qui croient en nos aptitudes et capacités à apporter une forte contribution pour des progrès significatifs à fort impact socio-économique. Des occasions ne manqueront probablement pas, si Dieu le veut et si cela est meilleur, dans l'optique de bâtir un Sénégal encore meilleur, à la suite de tous les vaillants bâtisseurs.

Je prie pour tous les candidats qui méritent tous respect.
J'adresse ce livre aux sénégalais, de surcroit aux citoyens et à tout lecteur intéressé, sans exception.
Que nul ne se gêne à me faire parvenir des observations, corrections et/ou propositions.

Ceux qui troquent la démocratie et l'équilibre par le chaos, la manipulation et la provocation ne sont pas sur la bonne voie et que nul-le ne sème la discorde dans nos pays, en nous faisant croire qu'ils sont des réformateurs !
Respectons nos pays qui ont honoré plus d'un, surtout parmi les acteurs politiques.

Essayons d'avoir la sagesse en bandoulière et rivalisons de constance dans l'amour de la patrie, nôtre. Ainsi atteindrons-nous la vraie victoire et le progrès.

Vous comprendrez qu'il s'agit d'un des vôtres qui essaie d'apporter une contribution pour des lendemains meilleurs.
Nous devons échapper de la forte attraction des pratiques d'antan et qui, parmi les candidats, fera inscrire son nom en lettres d'or dans le pentacle éclatant du #NextSenegal, avenir de l'armoirie d'une nation exceptionnelle.

Qui se fera un refrain dans les lyriques des étoiles qui luiront dans le ciel de l'aube du #NextSénégal, le Sénégal 3.0.

Qu'attendre d'un-e Président-e

A l'entame de mes écrits, je vais m'étaler d'abord sur l'ultracrépidarianisme parce qu'il est venu le temps où le développement est grandement apprécié dans tout pays où l'indice de capital humain (ICH) est élevé, dépassant tantôt 0,80.
Cela démontre le lien étroit entre l'amélioration de l'ICH et le développement socio-économique d'un pays.
C'est pourquoi j'ai l'habitude d'inviter mes interlocuteurs, à la quête de sciences et d'ingénierie pour des solutions durables. En effet, il ne suffit pas de régler des problèmes mais de venir à bout des causes profondes des problèmes, apportant ainsi des solutions durables et surtout responsables.
Par exemple, il ne suffira pas seulement de construire des écoles, instituts et universités dans un pays mais surtout d'améliorer l'indice de capital humain.
Il ne suffira pas non plus, de financer les jeunes et les femmes mais d'incuber les promoteurs et en parallèle, d'accélérer les entreprises du pays pour en créer des championnes qui exportent.

Pour illustrer mes propos, le Sénégal certifié catégorie 9 (visa textile manuellement tissé et articles folkloriques) pour l'African Growth and Opportunity Act, n'en tire pas suffisamment profit parce que le pays est à 65 produits sur les 6400 autorisés, sauf erreur de ma part.
Alors, un-e Président-e doit apporter un progrès significatif dans tous les domaines, en partant d'orientations, de stratégies et politiques claires, ambitieuses et réalistes.

La vision partagée ne devrait être qu'un développement durable et responsable du Sénégal. Cette vision-là qui répondra aux attentes légitimes de tout le peuple.

Il-elle devra comprendre les enjeux et tous les défis à relever, dont l'importance de la prédiction, de la planification (stratégique, structurelle et opérationnelle) et du suivi-évaluation pour la mise en œuvre des stratégies et la coordination des politiques de son gouvernement.

Nous autres citoyens, nous devons nous attendre d'un-e Président-e sensible aux attentes et capable de piloter le développement de notre pays, dans la paix et la sécurité. En effet, je suis d'avis que le-la Président-e se doit d'avoir :

- un engagement ferme en faveur du développement durable et responsable ;
- des compétences (connaissance des affaires nationales et internationales, leadership fort, soft skills, …) ;
- une expérience diversifiée (capacité à forger des compromis, aptitude à prendre d'excellentes décisions face à des situations complexes, tolérant-e et ferme si nécessaire, …) ;
- des valeurs et qualités tirées de notre culture et de celles de peuples du monde : intégrité, éthique, démocratie, responsabilité, justice et respect du bien public.

Le-la Président-e doit être d'une grande sagesse, privilégiant le progrès dans un esprit d'équité et de justice, ne s'appesantissant surtout pas sur des querelles intestines et évitant autant que possible du micro-management.
Il-elle doit être ouvert-e, courageux-se, intègre, endurant-e, apte, équitable, respectueux-se, tolérant-e, pondéré-e et sage. Ces valeurs précitées s'estompent dans nos pays et d'autres contre-valeurs s'annoncent et s'installent.

Je rappelle que nous cherchons parmi notre peuple, dans la mesure du possible, le-la meilleur-e ou l'un-e des meilleurs. Que nul ne nous fasse croire qu'un-e Président-e ne devrait pas être choisi-e parmi les plus talentueux-ses.

Le-la Président-e ne devrait surtout pas nous mener vers la décadence. Il-elle doit accepter de renoncer à beaucoup de

choses pour l'intérêt supérieur de la nation et comprendre l'importance de l'enfance, le poids et les attentes de la jeunesse, le rôle que peuvent jouer les personnes à mi-vie mais aussi ce que représente la vieillesse dans nos cultures.
Il-elle devra s'écarter des mauvaises pratiques et il-elle devra surtout se méfier de l'injustice, la corruption, la haine, l'insolence, l'ignominie, l'intolérance, la méchanceté, l'égoïsme, le mensonge, l'hypocrisie et la rancune.
Enfin, le-la Président-e doit connaître les principaux problèmes et surtout leurs causes profondes, porter une vision partagée, être valeureux-se, proposer des stratégies soutenables, innovantes et convaincantes, avoir des aptitudes avérées pour mener les politiques publiques proposées.
Pour ceux et celles qui comptent guider la destinée de notre cher Sénégal, retenez bien ces écrits, d'un des vaillants Sénégalais : « Nul félicité sans devoir subir les affres des épreuves et rester endurant. Vos ennemis riront de vous pour les difficultés que vous vivrez. Les ignorants vous en voudront. Vos amis vous critiqueront pour vos positions et comportements. La plupart des penseurs de votre époque qui connaissent vos objectifs en seront jaloux, vous railleront et vous combattront. ».
La fonction présidentielle se doit d'être un phare, une lumière éclatante qui guide notre nation vers un avenir meilleur.
J'en profite pour magnifier les efforts et sacrifices des pionniers dans les différents domaines (culte, politique, éducation, recherche, syndicalisme, économie, culture, sciences, technologies, sport, défense, administration, bénévolat, …) visant à faire du Sénégal, un bon pays.

Orientations et stratégies à prôner

A l'ère de coups d'état successifs dans notre sous-région, de conflits complexes dans certaines zones du monde et de crises répétitives (inflation, cybercriminalité, conflits, …) menaçant nos lendemains, le-la Président-e devrait proposer des orientations et stratégies claires, ambitieuses et essentielles pour une croissance et un progrès significatif et relativement rapide.

Les candidats doivent proposer des solutions durables et responsables et le débat doit voler haut, les objectifs ambitieux et réalistes, la faisabilité indiscutable.

En ces temps sombres de notre époque, nous devons appréhender clairement les causes profondes de nos maux/problèmes, d'adresser les sujets inéluctables, en s'inspirant de pays qui l'ont réussi en partie alors qu'ils connaissaient des contraintes aussi complexes.

Mes propositions portent sur quatre (4) axes fondamentaux qu'aucun programme présidentiel ne devrait omettre :
la société, l'économie, la gouvernance et l'environnement.
Je commencerai par des questions ontologiques, nous interpellant sur le devenir de notre pays, que j'imagine comme une pirogue (#Mandawar), à travers le laïus préliminaire ci-après :

Je l'imagine #Mandawar, au gré des flots, en navigation hauturière, en temps clair-obscur et pluvieux.
Je l'imagine #Mandawar, dérivant lentement vers des horizons inconnus.

Je l'imagine #Mandawar, quasi-remplie de jeunes, prêts à plonger à des centaines de nautiques des terres.
Je l'imagine #Mandawar, avec ses occupants ignorant la situation, encourageant les rameurs à tribord et bâbord.

Je l'imagine #Mandawar, avec son équipage inquiet.

Je l'imagine, le souci des navigateurs méconnus proposant de s'orienter autrement en l'absence de sextant, comprenant aussi qu'une bonne partie risque de sombrer à l'arrivée des nuées fécondes et des vagues scélérates.
Je l'imagine #Mandawar, au moment où la soif pousse une bonne partie des occupants à boire l'eau de mer.
Je perçois une lueur d'espoir, si elle ne se casse pas après l'évènement majeur qui s'approche.
Je perçois le calme qui régnera après.
Je perçois le silence des voix qui se tueront laissant place à ceux qui s'imposeront enfin, après l'avènement de l'évènement.

Je perçois le respect qu'ils voueront aux navigateurs méconnus, le jour où #Mandawar sera à bon port.
Je perçois l'importance qu'ils porteront aux règles de navigation édictées.

Enfin, écouterons-nous les navigateurs, dans cette pirogue en vogue, ou nous fierons-nous à la chance pour aller à bon port ?

Notre **économie prospérera davantage** quand elle mobilisera plus d'épargne domestique (transferts de la diaspora, …) et des capitaux diversifiés (moins onéreux) à travers un processus de métamorphose visant une plus grande exportation vers le reste du monde (balance commerciale excédentaire).

Le progrès économique nécessite une transformation, des ressources longues et des mécanismes mûris pour satisfaire la demande nationale (autosuffisance, emplois, création de valeur, sécurité, …) et surtout exporter vers le reste du monde, favorisant ainsi une entrée de devises.

Les opportunités existent : ZLECAF, AGOA, Accord de SAMOA/APE, Nouvelles routes de la soie, besoins des pays frontaliers, ….

La stratégie doit porter principalement sur la mobilisation de ressources internes et stables, à transformer selon des mécanismes d'allocation explicités et dynamiques pour adresser certains secteurs prioritaires et structurants.
Cette stratégie s'exercera à n'allouer à certaines dépenses qu'essentiellement des ressources propres (impôts, …).
Les impôts peuvent être dopés par de nouvelles taxes sur certains produits ciblés pour différentes raisons défendables (cigarettes, boissons alcooliques, …).

En misant sur l'état d'esprit des Sénégalais d'ici et d'ailleurs, la mobilisation de ressources domestiques et celles de la diaspora permettront de disposer d'une capacité de levée sur le marché de capitaux, plutôt que sur le marché financier. Les ressources précitées permettront d'adresser les investissements dans des secteurs stratégiques.

Il ne sera alors pas nécessaire de devoir toujours user de garanties souveraines parce que l'Etat disposera de mécanismes efficaces pour inciter les acteurs du marché des capitaux et baisser le taux d'endettement (revoir la structuration de la dette y comprise celle contingente).
Le recours aux marchés de capitaux par rapport aux marchés financiers vise à stimuler la croissance, avoir une souplesse dans la structure financière (flexibilité).
Les émissions d'obligations et les levées de capitaux permettront une diversification des sources de financement, renforçant la résilience économique en cas de turbulences sur les marchés, comme c'est devenu le cas et de manière récurrente.

Les marchés de capitaux facilitent l'accès à un capital patient, essentiel pour les projets de grande envergure dont on a encore besoin dans notre pays.

Les obligations à longue échéance offrent une stabilité et une prévisibilité financière, créant un environnement favorable à des initiatives stratégiques, telles que des projets d'infrastructures mais aussi un environnement propice pour les investisseurs internationaux (souvent attirés par des instruments financiers stables et bien réglementés, tels que les obligations) et cela renforce la confiance des acteurs mondiaux dans l'économie du pays.
Ainsi, le Sénégal pourra faire prévaloir l'appréciation (note pays) qui en découlera pour se positionner dans la réassurance, en mettant en place une assurance des investissements, par lui-même.
Le Sénégal pourra émettre des obligations avec des maturités ajustées aux besoins spécifiques, assurant un alignement optimal avec les objectifs économiques.
En naviguant avec sagesse entre les marchés de capitaux et les marchés financiers, le Sénégal bâtira des fondations propices à un développement économique durable et responsable, démontrant au passage un équilibre sain.

Il faut miser sur des secteurs à prioriser et à métamorphoser complètement, pour un nouveau souffle porteur.
Pour cela, l'artisanat, le secteur informel et le secteur privé sont à accompagner, l'industrie quant à elle, nécessite une transformation profonde par la revitalisation/redynamisation (renforcer/créer des zones industrielles, densifier le parc industriel selon une stratégie par sous-secteur et suivant les potentialités et ressources).
Les entrepreneurs débutants sont à incuber et les grandes entreprises ayant des possibilités d'exporter, sont à accélérer. En revenant sur ce qui précède, il sera très pertinent, sur la base d'une bonne étude structurelle, d'envisager de nouveaux mécanismes de transformation (transformation produits halieutiques, conservation fruits, légumes et lait, …) et interdire l'exportation (par décret) de certains produits, progressivement selon le niveau de besoins en matières premières pour la transformation.

En parallèle, il y a lieu de limiter certaines importations en adéquation avec la politique ci-dessus, proposée.
L'artisanat est source de développement parce qu'il est un maillon indispensable pour préserver le lien social, créer des emplois, donner une chance de devenir indépendant financièrement.
Avec ses grandes familles (l'alimentation, le bâtiment, la production et les services), il représente des centaines d'activités différentes. A ce titre, l'artisanat nécessite une politique spéciale d'incubation/accélération et d'attraction d'apprentis qui pourront venir des Daaras, d'écoles, vu la grande variété de métiers que ce secteur présente.
Certaines institutions publiques de financement peuvent être converties pour apporter les ressources financières, dans les phases d'acquisition d'équipements destinés à l'exploitation par crédit-bail, etc.

En développant l'industrie du luxe, l'art (favoriser la créativité, …), la quarantaine de métiers de la mode et en se conformant aux exigences, le pays se permettra d'attirer le tourisme de luxe, en construisant de futurs ports de plaisance (probablement dans une transformation du port de Dakar, création de « marinas ») et d'équipements convenables pour créer des destinations de rêve.

Cela implique, à mon avis, la création d'un fonds spécial pour le tourisme, le loisir et l'hôtellerie (hôtellerie haut de gamme, étoilée et des activités et prestations de prestige avec un service personnalisé et irréprochable).
Il sera pertinent de développer le tourisme littoral (avec la façade atlantique et les cours d'eaux, créer davantage de stations adaptées et disposant de commodités : complexes de loisir, aires de jeux, cinémas, …). En effet, le tourisme balnéaire constitue la forme de tourisme la plus répandue dans le monde et dopera les revenus du tourisme (devises).

Je prône la création de fonds de co-localisation entre le Sénégal et des pays partenaires pour investir dans des

projets industriels. Dans les orientations, tout fonds investi doit générer un effet levier et être multiplié.

Le développement agricole est plus que possible dans ce pays doté de terres arables cependant, le plus grand défi est de transformer progressivement les paysans attributaires de petites exploitations familiales, à de grands exploitants agricoles qui ont la terre comme principale source de revenus. Il faut bannir la privation de ressources collectives, surtout en ce qui concerne le foncier qui mérite un audit.
Dans le nord du pays et dans bien d'autres, les cycles agricoles se heurtent aux contraintes écologiques. La production est parfois gravement impactée parce que le gradient des variations est extrême.
L'émigration et l'exode en zone rurale sont une des conséquences directes des baisses catastrophiques de la production, entraînant de graves crises de subsistance.
Elles résultent aussi tantôt de projets familiaux, cherchant à soustraire leurs familles de risques jugés inéluctables, aggravés par la pression démographique et la dégradation de l'environnement. Avec les cultures irriguées et la création de lacs artificiels/bassins de rétention, il sera question d'une agriculture « sécurisée », de solutions intégrées par la création d'écosystèmes visant à apporter aux paysans, des propositions concrètes (accompagnement dans la création de groupements d'intérêt économique, de coopératives avec un suivi) et devant leur permettre de vivre décemment.
Alors que l'éventail des risques s'élargit, le niveau du Fleuve Sénégal atteint pendant certaines périodes, un seuil proche du seuil d'alerte qui est de huit (8) mètres (sauf erreur de ma part). Il est plus que temps de trouver une meilleure utilisation de l'eau du fleuve qui pourrait servir à irriguer davantage de périmètres (cultures irriguées) pour l'exportation, au-delà de l'autosuffisance tant souhaitée.

Nous devons miser sur l'agrobiodiversité, dans un monde où l'eau constitue une ressource très précieuse. Nous devons aussi apporter aux paysans, les intrants, la finance et la

sensibilisation nécessaires pour un grand changement. Le foncier ne devra plus être aliéné et le système d'attribution de parcelles aux paysans, devra faire l'objet de révisions, de manière concertée

Il est nécessaire d'instituer un droit clair à la terre, pour les paysans recensés (petits producteurs) et ayant ce statut depuis plus d'une décennie.
L'objectif est de faire de ce droit à la terre, un droit économique de base et une condition de la réalisation du droit à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, etc.
L'orientation est d'empêcher l'accaparement des terres, la privant aux petits producteurs, se transformant en migrants et ainsi quitter leurs terroirs. Pour l'efficience dans l'intervention, l'on devra mettre aux côtés des paysans, des guichets accessibles.

Le développement de l'élevage dans le pays peut contribuer significativement à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la création d'emplois, à l'autosuffisance en bovins et ovins (lors d'évènements particuliers, Tabaski, …) et à la croissance économique.
Pour garantir aux pasteurs et éleveurs l'accès aux ressources et les droits des usagers du milieu rural, il faut prendre tous les décrets d'application nécessaires à une bonne mise en œuvre du nouveau code pastoral (loi N° 01/2023 modifiant la loi n°2004-16 du 04 juin 2004 portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale), en veillant aux intérêts de toutes les parties prenantes. Les conflits seront gérés conformément à la stratégie proposée ici : Mécanismes de gestion des plaintes.
Les stratégies générales que je propose consistent à identifier les secteurs d'élevage prioritaires en fonction des besoins du marché, des objectifs d'exportation, des ressources disponibles et des avantages comparatifs.
Il est ensuite nécessaire d'améliorer certaines races, à travers des programmes visant à améliorer la qualité des races animales par le biais de la sélection génétique, de l'insémination artificielle et d'autres techniques.

Il faudra fusionner certains programmes de l'Etat pour mieux adresser les besoins identifiés en zones rurales et en zones frontalières.
Les investissements de l'Etat pourront être orientés davantage, selon des ratios à définir en adéquation avec la planification structurelle, dans l'infrastructure rurale, telle que l'accès à l'eau (irrigation, bassins, …), l'électrification, les routes, les banques (de céréales, unités de conservations, …), etc.
La valorisation et la transformation des produits de l'élevage (viande, lait, cuir) est une surpriorité, à travers l'établissement d'unités de transformation et de grandes unités dans des zones ciblées (Ngaye, Rufisque, Ziguinchor, Fouta, …) selon les résultats d'études de référence à mener.
Pour un développement des marchés et de chaînes de production, des systèmes de commercialisation efficaces et des partenariats avec des supermarchés/restaurants/autres canaux de distribution internationaux doivent être encouragés avec l'appui de l'Etat.
Par l'intégration de technologies modernes dans l'élevage, la lutte contre le vol de bétail sera améliorée en complément de dispositions législatifs et règlementaires favorables et respectueuses des exigences du marché.
En effet avec l'Internet des objets (IoT), la télésurveillance et d'autres systèmes de gestion technologiques adaptés, la lutte sera plus efficace avec une bonne traçabilité.

La pêche doit être l'une des sources de richesse. En effet, tout ce qui concerne l'économie bleue nécessite une transparence totale.
La délivrance des licences et autorisations de pêche pourrait faire l'objet de révisions et la publication, dans toutes les étapes, à travers un observatoire de la pêche serait rassurante. La pêche artisanale fera l'objet d'un encadrement particulier : installation d'unités de chantiers navals sur tout le littoral, l'accompagnement pour des partenariats visant la mise à disposition de bateaux/usines-bateaux battant

pavillon Sénégalais et appartenant effectivement à des groupements immatriculés de pêcheurs Sénégalais identifiés, l'aide à l'exportation (formations, labellisation,…) et la valorisation des débarquements (modernisation et renforcement des unités de transformation, de conservation…) etc.
Pour la restauration de l'écosystème marin-côtier et la gestion rationnelle des ressources halieutiques dégradées, les moyens de contrôle et de surveillance des pêches doivent être renforcés (usage de technologies avancées : satellites, repos biologique, …) pour limiter l'exploitation non responsable des ressources par certains.

Le pays devra renforcer les institutions dans le domaine de l'aquaculture, étendre les missions pour subvenir à terme, aux besoins de consommation de produits poissonneux d'une population sénégalaise en forte croissance, en misant sur l'aquaculture multitrophique intégrée (AMTI) : l'algoculture, rizipisciculture, conchyliculture et l'aquaponie en utilisant l'eau issue des élevages piscicoles pour fertiliser les cultures végétales avec un grand rendement. Cela peut être développé même au niveau de certaines zones non loin des zones urbaines. Parmi les priorités, la réalisation d'études, celles de la production et le développement de la recherche (maladies des poissons, utilisation des pesticides et autres produits chimiques contaminant les eaux, contaminations des poissons sauvages, nourritures des poissons, …).

D'autre part et pour le développement d'une industrie pharmaceutique, une coordination efficace est nécessaire entre le gouvernement, les industriels, les institutions académiques et toutes les parties prenantes. Cela doit tenir compte de divers facteurs tels que la participation à des initiatives internationales de recherche et développement, l'allocation de ressources suffisantes, la collaboration, la réglementation (régulation transparente, approbation des médicaments, propriété intellectuelle, adoption de normes

internationales), l'investissement par le partage des coûts avec les investisseurs, la maîtrise des besoins nationaux et d'exportation selon les besoins dans la sous-région, l'innovation (biotechnologie, intelligence artificielle et fabrication pharmaceutique avancée), l'éducation et la collaboration internationale (transfert de technologies, accords internationaux, simplifier procédures d'exportations dans ce domaine, …). Il est nécessaire d'encourager les incitations financières, la localisation et la mise en place de subventions et des crédits d'impôt pour encourager les investissements dans l'industrie pharmaceutique.

Pour l'extension de permis d'exploitation minière et le renouvellement de permis d'exploitation minière, je propose de revisiter les textes (Code minier, …) après réévaluation de toutes les opportunités et aspects légaux (risques). Les conditions de retrait de permis exploitation en cas de non-respect des obligations ou des préalables, l'Etat doit exiger des mesures conservatoires et alternatives pour la préservation environnementale et l'intérêt général.

En plus des taxes douanières, l'on peut user aussi des impôts négatifs, dans l'optique d'une « imposition à l'envers ». L'impôt négatif permettra de lier l'obtention d'un emploi et d'un salaire au droit à une allocation proportionnelle à celui-ci. L'impôt négatif est un instrument, parmi d'autres, de la politique de redistribution des revenus. Sous la forme d'une « prime pour l'emploi » versée par le fisc aux salariés gagnant moins d'une somme à fixer prochainement, l'objectif est d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés les moins bien lotis, en ces périodes d'inflation généralisée. La méthode consistera à demander à l'ensemble des contribuables de financer l'effort de solidarité. Il s'agira d'alléger encore la pression fiscale pesant sur les salariés modestes.
Du point de vue de la lutte contre le chômage, la priorité est de simplifier l'accès au marché du travail, par des publications transparentes sur des portails et des guichets accessibles à tous, selon la gestion prévisionnelle des emplois et des

compétences au niveau de la fonction publique suivant une centralisation nationale pour toutes les entités publiques et les collectivités.

A l'ère de la transition énergétique, la découverte du pétrole et du gaz s'avère délicate cependant le contexte et les tendances dans le monde favorisent davantage les pays pétroliers. Malgré la volonté affichée par plus de 195 pays (COP 28) qui décident la transition énergétique, les nouveaux pays pétroliers comme le nôtre devront jouer sur les deux panneaux : aller vite dans l'exploitation et la planification de la transition pour sortir à terme, des énergies fossiles. Avec la crise énergétique, le pétrole et le gaz restent encore des valeurs sûres et j'ose espérer que le Sénégal, en sortira grandi de l'exploitation des ressources naturelles (gaz, pétrole, minéraux, métalliques, animales, végétales, halieutiques, …) qui devraient financer :

- La transition énergétique parce qu'à long terme, je suis convaincu que les voitures seront en grande partie électriques et le Sénégal doit déployer un programme adapté. En effet, nous importons l'essentiel du parc automobile alors, anticipons la limitation éventuelle de la production de véhicules utilisant des combustibles fossiles. Il faut un début de mise en place de bornes de recharges dans le pays et il faudra commencer par la capitale et certaines agglomérations.
- Une plus grande production agricole car le Sénégal doit viser l'exportation, en parallèle de l'autosuffisance. Les vallées, revitalisons et innovons dans l'aquaculture, la gestion des pertes d'eau, les cultures hors sol, etc.
- L'industrialisation avancée par l'accélération des entreprises actuelles, l'incubation dans des secteurs porteurs (la deeptech, l'intelligence artificielle, …).
- La transformation du secteur informel et la labellisation des start-up à adopter.
- Le développement de l'artisanat, un des moteurs économiques.

- L'amélioration de l'indice de capital humain parce qu'il ne suffit pas de financer les infrastructures, hausser les salaires et assimilés mais surtout d'en arriver à des programmes adaptés au contexte et à l'avenir de ce pays.

Notre économie ne devra pas dépendre, en grande partie, de pays tiers. Elle devra se moderniser et cela implique une innovation, des investissements stratégiques pour l'atteinte de la souveraineté (datacenters nationaux certifiés, satellites, maillage sûr et fonctionnel du territoire, élimination de zones blanches et mise en place d'entités pour le transport très haut débit de l'information, …).
Il s'y ajoute, l'impérieuse nécessité de renforcer des banques nationales et les organismes de financement de l'économie, en entités contracycliques et résilientes (Caisse des Dépôts, …) pour l'accompagnement des politiques publiques dans les secteurs mal pris en charge.

Les conseils/commissions de surveillance (CS) peuvent être présidés par un Ministre d'Etat, ou un Ministre de haut rang et le nombre de membres doit être relativement limité (compositions équilibrée et bien pensée).
Les organes délibérants ne devraient pas à elles seule suffire, alors que c'est le cas dans beaucoup d'institutions/agences publiques. Dans les textes régissant ces entités, il faudra instituer le Conseil des ministres comme instance supérieure devant entériner et/ou surveiller certaines décisions majeures des conseils/commissions de surveillance, suivant les politiques publiques et celles sectorielles.

Pour un financement de l'économie et du développement territorial, il est plus que pertinent de développer une ingénierie financière (placement selon des ratios déterminés dans des valeurs sures, …) transforment essentiellement les ressources stables provenant essentiellement de l'épargne domestique, des fonds de la Caisse de Sécurité Sociale, des fonds de retraites, des fonds destinés aux générations futures, des fonds en déshérence, des ressources

précomptées pour soutenir le développement et de tout fonds institué par la loi. L'Etat continuera d'en identifier et les domiciliera auprès de la Caisse, institution qui aura l'obligation, selon une doctrine validée en Conseil des Ministres, de procéder aux financements.
Certaines ressources seront supervisées à travers des Comités d'emplois/ressources, impliquant les différents acteurs (Assemblée nationale, ministères, patronat, société civile, association faîtières, …).

Pour anticiper la période « après-pétrole » dès à présent, créer de la valeur au-delà des crises, renforcer tous les outils contracycliques pour un avenir plus sûr et palier la volatilité des marchés, les ressources seront fléchées vers des secteurs prioritaires : actifs de qualité, actifs d'avenir, tourisme, pêche, agro-industrie, éducation, innovation, technologies, etc.
Chaque catégorie d'actif devra disposer d'un profil rendement-risque spécifique et il est pertinent de regrouper divers portefeuilles et mandats bien spécialisés, auprès d'une/des entités sui generis.
Au-delà d'un portefeuille d'activités diversifiées, la gestion se fera de manière intégrée, en toute transparence pour les organes délibérant, le Conseil des ministres et les citoyens.
Ainsi, pour le développement territorial, les prêts aux collectivités pourront aller sur plus de vingt-cinq (25) ans avec des remboursements sécurisés par précomptes approuvés par les ministères concernés.
Le développement du logement (social, abordable, …), la politique de la ville, la réalisation d'infrastructures (rurales, …) et le financement de secteurs prioritaires feront l'objet de stratégies à jour.

L'accélération et l'incubation d'entreprises pourra se faire à travers différents outils innovants : institut-s, guichets uniques, banques (dette senior, dette mezzanine, …), assurances, bureaux d'études et d'expertise dans une offre intégrée.

Le financement des infrastructures et la politique de la ville peuvent être assurés à travers la prise de participations et/ou le contrôle de certaines entreprises.

Toutes les interventions devront respecter les principes directeurs comme l'impartialité, la citoyenneté, l'excellence, la responsabilité, conformément aux bonnes pratiques.
Le groupe qui en découlera devra continuer d'accumuler des fonds propres pour absorber le risque lié à la diversité des investissements.

Il devra être un investisseur de capital constructif pour bâtir nos localités, en passant par la création de valeur pour le Sénégal et en devenant progressivement un groupe d'investissement international.
Pour ce dernier point, il devra intervenir de manière stratégique dans la sous-région, en Afrique et dans le monde, suivant les politiques de développement et les décisions du Conseil des ministres.

Dans une synergie de groupe pour disposer d'un grand effet levier, certaines agences, sociétés publiques et programmes de l'Etat pourraient être filialisés autour de la CDC et/ou domicilier leurs ressources auprès d'elle.
Le groupe disposerait davantage de filiales et de prises de participations dont des :

- Entités chargées de concevoir et d'aménager de nouvelles générations de zones touristiques, de la gestion d'actifs hôteliers, de l'ingénieure touristique répondant aux normes internationales en matière d'équipements et de services ;
- Banques nationales fortes misant sur la mobile money (importance du taux de pénétration du mobile, 75% des titulaires de comptes au sein de l'UEMOA disposent d'un compte d'argent mobile - source Banque mondiale) ;
- Instituts pour formation et la mise à niveau d'élus, d'agents de l'Etat et des collectivités, … ;

- Investisseurs et gestionnaires de fonds de capital investissement qui interviennent autour des grands axes de l'économie sénégalaise à travers la diversification productive, l'innovation (technologies, cité de la mode, programme d'accompagnement de start-up, …) ;
- Sociétés chargées de réaliser des cités intégrées, destinées à certains corps de fonctionnaires, etc. ;
- Foncières dédiées aux plateformes industrielles intégrées, aux business parcs et à l'immobilier locatif professionnel (exploitant aussi le foncier appartenant au Sénégal, dans des pays étrangers) ;
- Sociétés pour accompagner les politiques de réhabilitation, de restructuration, de renouvellement et de requalification des zones urbaines à l'échelle nationale et assurer la réussite des projets à forte connotation sociale ;
- Sociétés de création et de gestion des parkings ;
- …

La création, d'une compagnie de réassurance toutes branches aux côtés des acteurs, bénéficiant de la garantie de l'Etat permettra plus tard de la positionner en tant que réassureur de référence au Sénégal (pour les exportations, …) et comme principal partenaire fiable à l'échelle africaine et au-delà.

Par ailleurs, rien ne s'oppose à un choix de dirigeants de certains entités publiques ou leurs démembrements, par appel à candidature offrant au Chef de l'Etat une liste d'au moins trois (3) candidats pour un choix, suivant sa discrétion. Ils ne seraient démis de leurs fonctions qu'en cas de faute lourde/grave et/ou d'écart-s significatif-s par rapport aux contrats de performances qu'ils signeront.
Dans le cadre de l'optimisation des agences et institutions d'accompagnement des jeunes et des femmes, je propose d'en fusionner certaines progressivement pour analyser l'efficience recherchée.

En les réorganisant en blocs homogènes forts, les objectifs poursuivis sont la création de guichets uniques pour tous les services offerts aux jeunes entrepreneurs et aux femmes à accompagner dans la structuration, la formulation, la formation, l'incubation, par opposition à des financements dont l'impact économique est relativement faible.

Les demandeurs seront encadrés dans le montage de dossiers, accompagnés dans la formulation et des capacités leurs seront données pour une meilleure maîtrise de leurs projets. Pour l'évaluation des porteurs de projets et les choix des bénéficiaires, les principaux traits de caractère des profils types seront : la détermination, l'engagement, la confiance en soi, la prise de risque, le goût du challenge, le leadership, etc.

Aucune demande ne sera rejetée mais des dispositions seront mises en place pour permettre à tous de mûrir leurs projets, d'acquérir les aptitudes nécessaires pour remplir les critères ou bénéficier d'une orientation étudiée suivant des tests de personnalité, un profilage et les cursus. Parmi les objectifs, la simplification des procédures, l'accessibilité, l'accompagnement à la création d'entreprises dans des secteurs mal pris en charge, l'accompagnement du secteur informel (ambulants, …), la prise en charge des attentes des jeunes, la promotion de l'autonomisation des femmes, le développement des industries culturelles, la promotion d'entreprises innovantes, etc.

Et, le pays qui a déjà mis en place un arsenal de textes pour développer le « local content » à l'ère de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières, pourra améliorer l'accessibilité au guichet unique du Secrétariat technique du Comité national de suivi du contenu local (CNSCL).

Dans ce contexte, où le secteur est concurrentiel et dominé par de grandes entreprises (majors), les capacités des PME sont limitées et sont moins compétitives. Il est alors primordial de poursuivre et d'adapter la communication, en

ciblant le secteur informel, qu'il faut organiser et accompagner dans le regroupement en groupements d'intérêt économique (GIE). Ne disposant pas toujours d'un accès au financement, ni des certifications pour répondre aux exigences et normes, les acteurs du secteur informel doivent être sensibilisés et dopés. Cela nécessitera des investissements, une mise à niveau, des formations et de l'incubation.

Par ailleurs, la croissance démographique nécessite de transformer grandement l'Economie mais aussi la société sénégalaise pour une nouvelle appétence aux secteurs innovants et à l'entreprenariat formel, pour relever les défis de la compétitivité, de l'agilité, de l'intégration dans la chaîne de valeur et des exportations. Certaines institutions publiques peuvent nouer des partenariats avec les institutions bancaires pour garantir des crédits à des taux préférentiels pour les entrepreneurs Sénégalais qui veulent se positionner dans le contenu local.

Pour l'optimisation des institutions de l'Etat, il s'agira de mener une étude de faisabilité, non limitativement et pour ce que je propose, de l'optimisation sans menacer les emplois, les interventions de l'Agence de développement et d'encadrement des Petites et moyennes entreprises (Adepme), l'Agence pour la promotion des investissements et des grands travaux (Apix), le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis), le Fonds de garantie des investissements prioritaires (Fongip), la Délégation générale à l'entreprenariat rapide des femmes et des jeunes (Der/fj), le Bureau opérationnel de suivi (Bos), le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3fpt), la Banque nationale pour le développement économique (Bnde), etc.

En faisant appel aux investisseurs institutionnels de long terme et aux investisseurs d'avenir, il faut encourager l'equity pour l'amorce du secteur. Une plateforme pourra permettre

de lever des fonds (*crowdfunding* ou financement participatif) auprès des Sénégalais d'ici et de la diaspora pour financer des projets entrepreneuriaux.

Si la médiatisation est réussie, les Sénégalais seront mobilisés pour le financement de projets variés suivant des tickets : très faibles pour les dons ou de dizaines de milliers de FCFA pour les prêts rémunérés ou l'investissement en capital.

Dès lors, l'accélération des entreprises les meilleures, conduira à la naissance de championnes capables de se positionner hors de nos frontières.

L'Etat peut mette en place des programmes pour renforcer les compétences locales nécessaires dans divers secteurs (gestion d'entreprise, technologiques, arts urbains, artisanat sport, production, …).

Il faut continuer d'encourager les entreprises qui favorisent le développement local par des incitations fiscales. Le guichet unique devra faciliter l'accès au financement pour les start-up, avec une stratégie particulière pour les petites et moyennes industries.

Cela devra inclure des subventions, des prêts à faible taux d'intérêt et surtout des investissements directs et stratégiques (equity, quasi equity) à travers un bras financier de l'Etat. La stratégie est de tirer certains secteurs et sortir, après la maturation, une rentabilité économique optimale et/ou la création de suffisamment d'emplois stables et décents.

En encourageant l'approvisionnement local dans les contrats gouvernementaux et d'autres initiatives, il sera garanti aux entreprises locales (ébénisterie, catering, buanderie, …) des opportunités équitables de participer aux marchés publics.

A chaque fois que les conditions le permettent, il faut inclure dans les contrats avec certaines sociétés étrangères, des clauses faisant obligation de transfert de connaissances aux entreprises locales. Aux entreprises qui démontrent un

engagement fort envers le contenu local, il faut offrir des avantages fiscaux, ce qui peut stimuler l'investissement et l'expansion des activités locales.

Et l'Etat encouragera la création de réseaux d'entreprises locales pour la collaboration, le partage de ressources et le renforcement mutuel.

La sensibilisation et la promotion (sensibilisation) devra se poursuivre auprès des artisans, des associations, des centres de formation et assimilés.

Si **l'indice de capital humain** du Sénégal dépasse la moyenne, émergeront de nombreux talents plus épanouis qui écloront, portant en bandoulière le développement durable et responsable.

Mon plaidoyer ne s'arrêtera tant que l'Indice de Capital Humain (ICH) sera en deçà de la moyenne. L'ICH montre comment les Etats investissent dans la santé et l'éducation de leurs jeunes générations, « nerfs de la guerre économique ».

Les investissements de manière efficiente dans la santé et l'éducation sont directement corrélés à la productivité future de la population ainsi qu'à la croissance économique, ce que nous voulons pour le Sénégal.

Dès lors, l'orientation devrait être d'avoir un ICH croissant d'année en année, pour atteindre 0,7 dans un horizon qui ne doit pas dépasser 15 années. En effet, la population estimée à plus de 18 millions connaîtra une augmentation rapide et devrait dépasser les 25 millions en 2035 pour se rapprocher des 55 millions en 2063 (selon de nombreuses sources), avec plus de citadins si les tendances sont confirmées.
La croissance inclusive, durable et responsable se fera à travers un capital humain de qualité, capable de porter la transformation de l'économie, la métamorphose souhaitée

(citoyenneté irréprochable) et répondre aux aspirations et attentes.
Des crédits substantiels sont alloués à l'éducation, avec un taux d'accroissement moyen annuel à deux chiffres et l'éducation représente le poste budgétaire le plus important. Bien entendu, les investissements favorisent l'accès à l'éducation (scolarisation et indice de parité en faveur des filles) mais seront nécessaires et bénéfiques, la révision approfondie des curriculums pour une meilleure qualité de l'éducation, la diversification par l'inversion de la tendance avec plus de scientifiques et « matheux », ayant des prédispositions pour les nouveaux métiers et les technologies, l'allongement des années d'études (entre 4 et 18 ans), l'accès au soins, la santé de la mère et l'enfant, la nutrition, la protection sociale et l'accès aux services sociaux de base. Malgré la volonté affichée (implantation de nouveaux centres de formation sectoriels/d'universités, …), des efforts restent à faire avec le score de l'ICH du Sénégal qui est de 0,42 q (source : Banque Mondiale). Ce qui signifie que le niveau de productivité à l'âge adulte, d'un enfant né aujourd'hui dans notre pays, sera inférieur de 58 % du niveau qu'il aurait pu atteindre s'il avait reçu une meilleure éducation, de qualité et s'il avait été mieux soigné.
Cela réitère l'importance de pallier les faiblesses au niveau de la qualité, la nécessité de venir à bout des grèves cycliques qui perturbent le quantum horaire, la nécessité d'améliorer le pilotage du système éducatif, de poursuivre le développement de la formation professionnelle et technique, d'accompagner la recherche, de promouvoir l'innovation (implantation de labs, tiers-lieux, espaces d'innovation, …), de continuer à renforcer la nutrition, de donner un meilleur cadre de vie et de promouvoir une laïcité adaptée à notre culture et aux cultes connus et acceptés.

Pour soutenir le progrès, la création d'universités devra se poursuivre tenant compte des zones d'implantation, de la

nécessité d'améliorer la gestion des campus sociaux et de dépolitisation l'espace universitaire.

Des lycées techniques/technologiques, nous devons créer davantage. J'ai obtenu mon Baccalauréat E (série scientifique et industriel) en 1995 mais depuis lors, je n'ai pas connaissance de beaucoup de lycées techniques créés.
En effet, l'avènement de certains métiers et le souhait de transformer notre économie, d'améliorer grandement la gouvernance nécessitent une grande qualité de ressources.
Les lycées techniques devront être multipliés et organisés par grands domaines : industrie, santé, gestion, biotechnologies, etc. Les formations doivent porter sur :

- l'industrie ;
- le développement durable ;
- l'agronomie ;
- l'hôtellerie et de la restauration ;
- les sciences et technologies de laboratoire ;
- le vivant ;
- la santé ;
- le design et les arts appliqués ;
- le management et de la gestion ;
- la musique et de danse ;
- …

Les baccalauréats technologiques visent à permettre de disposer davantage d'ingénieurs et aussi de techniciens supérieurs (BTS et DUT).

L'enseignement des langues nationales et de langues vivantes (anglais, arabe et chinois) doit être repensé en optant particulièrement pour l'utilisation de l'une d'elles sur les documents administratifs, selon une décision inclusive.
Les curriculums de la formation au niveau des « daaras » devraient faire l'objet de concertations (avec le Haut Conseil Cultuel proposé, les parties prenantes, …) pour harmoniser les compétences générales et autres (métiers pour les talibés,

aptitudes pour maîtriser quelques rouages de l'administration, …).

Pour un développement du sport, il faut améliorer l'accessibilité aux équipements (salles de sports obligatoires au niveau de certains sites, terrains omnisport), améliorer les modes de gestion des stades, renforcer les disciplines (lutte, football, basket, handball, …) mais surtout encourager la diversification (natation, arts martiaux, handisport, surf, …) en créant de nouvelles fédérations.
Pour les hauts potentiels dans ces domaines et les professionnels de haut niveau, ils ont besoins d'un accompagnement particulier (conseils juridique, fiscal et financier) pour l'autonomisation et/ou la conversion à terme (trop de sportifs de haut rang finissent dans des conditions à éviter, s'ils sont accompagnés).

La surveillance du « sponsoring », l'entretien des stades et la création d'une fédération de lutte sont parmi les surpriorités.

Chaque Sénégalais-e doit être capable de tirer le meilleur parti de son potentiel, de surcroit les jeunes (filles et garçons) plutôt que d'avoir des peuples attentistes.
La création d'un centre de mise à niveau des décideurs et dirigeants des institutions publiques, ou une formation pour décideurs à travers un institut agréé, permettra une meilleure compréhension des politiques publiques, les approches retenues et d'avoir à sa disposition les outils les meilleurs pour la gouvernance publique. En effet, certaines compétences sont indispensables alors que la trajectoire des dirigeants (ministres, directeurs généraux, …) des institutions publiques sont diverses. Pour un management irréprochable (management public, management de programmes/projets, enjeux du cyber espace, …), les hauts cadres de l'Etat devront disposer d'aptitudes obligatoirement dans certains domaines : coutenance, management d'équipes, qualité, sécurité, …

Dans le cadre de l'enseignement de l'histoire nationale et celle africaine, une des stratégies sera l'identification des personnes distinguées pour le mérite, héros de la nation. Des préalables de la rédaction recoupée de l'histoire de nos peuples est à parfaire, avec une approche inclusive. Il n'est pas question de nier notre histoire, ni de la modifier mais un devoir d'en confirmer tout passage pouvant avoir un impact sur le devenir du pays par la motivation.
Il est aussi question de mettre l'exergue sur des références historiques (charte du mandé, organisation de la société lebou, …) et celles contemporaines pouvant inspirer nos politiques, en recoupant les sources. Dans cette dynamique, la transparence devra être renforcée dans le processus de décoration pour récompenser les plus méritants, militaires ou civils, pour services rendus à la nation.

L'accès au foncier nécessite d'être ancré comme un droit pour tous les jeunes Sénégalais et cela passera par un plan d'aménagement particulier et l'affectation d'au moins une superficie à chaque citoyen, à l'âge de la majorité et ce foncier sera disponible, à un âge à fixer et les conditions de vente seront très encadrées, voire quasi-impossible. Des dispositions peuvent être prises pour empêcher l'aliénation et des partenariats seront signés pour disposer d'un guichet unique pour les demandes de logement, en fusionnant/réorganisant certaines institutions et sociétés nationales (SN HLM, SICAP, SAFRU, BHS, …).

Pour un pays comme le nôtre, le système de sécurité sociale (financement du système de santé, des aides au logement, des pensions de retraite, solutions contre la mendicité, …) doit s'améliorer continuellement, en aidant les populations pauvres et vulnérables à affronter les crises successives, trouver un emploi, prendre en charge la santé et l'éducation de leurs enfants et protéger celles qui vieillissent. Alors que le système de retraite repose sur le principe de répartition et de solidarité des générations, les cotisations des travailleurs actifs paient les pensions de retraite des retraités actuels. Dès

lors, l'augmentation de la population et les politiques proposées ici, si elles sont bien menées seront génératrices de beaucoup d'emplois décents et durables, sources de cotisations qui augmenteront pour permettre d'améliorer les pensions mais aussi offrir au Sénégal, une opportunité de flécher l'excédent de ressources vers des domaines comme le financement du développement territorial et le financement du logement social. Certains emplois devront être réservés aux personnes vulnérables et/ou handicapés, selon des critères clairs en leur offrant ainsi, une plus grande accessibilité.

Pour les employeurs respectant les critères, ils pourront bénéficier de facilités au niveau de certains services et de réductions d'impôts, en plus d'un Fonds pour l'insertion des personnes vulnérables. Dans cette même optique, les stages pour tous peuvent être opérationnalisés en créant une entité qui s'en occupe.

Pour la prévention des conflits, un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) doit être mis en place.

Il sera même nécessaire de l'intégrer dans les textes comme mode alternatif de résolution des conflits et des litiges. Des facilitateurs de dialogue seront désignés parmi les citoyens irréprochables. Ce seront des « tiers » neutres, distincts des parties en conflit et dont le rôle est de faciliter le dialogue en vue de parvenir à des solutions acceptables.

Le recours aux méthodes alternatives de règlement des conflits (MARC) permettra de répondre parfaitement aux besoins complexes et évolutifs de notre environnement socio-économique, stressant.
Il s'agira de procédures moins onéreuses, rapides, efficaces, confidentielles et gérées de manière souple et flexible. Il est fait recours à l'arbitrage en cas d'échec de la conciliation devant toutes les instances qui seront définis dans les textes: commissions de conciliation, …

La conciliation diffère de la médiation en ce sens que la conciliation consiste à rapprocher le point de vue des protagonistes alors que dans la médiation, le médiateur fait des propositions aux deux parties. L'arbitrage dans les conflits demeurera subordonné à l'acceptation par les parties, de recourir à ce mode de règlement. Et la sentence arbitrale sera susceptible de recours.
Pour désengorger les prisons, des stratégies de réinsertion des détenus seront adoptées. Elles permettront de sensibiliser, former et d'offrir à certains des possibilités d'intégrer des environnements leur offrant d'autres chances, selon les cas. Cependant, il est proposé le renforcement sévère et la pénalisation de certains crimes (…).

La **gouvernance par les données,** devient un impératif essentiel pour la gestion efficace de nos Etats, en usant évidemment de l'innovation technologique, en misant sur la prédiction éprouvée et la qualité totale.

En démarrant par des assises du développement durable et responsable, le Président 3.0 se devra de les diriger, pour confirmer son leadership et tous les secteurs sont concernés. Dans la formalisation, les équipes peuvent user d'outils experts et d'approche économétrique pour des solutions réalistes et ambitieuses, à décliner dans des stratégies qui confirmeront ou infirmeront, celles proposées et celles en cours de mise en œuvre.

Cette approche par des assises vise à mettre en exergue l'importance que devra prendre la vision partagée d'un développement durable et responsable, mobiliser les composantes de la nation et acter fortement l'engagement de l'Etat, en faveur du Sénégal 3.0. Les données nationales (mine d'informations précieuses) doivent permettre d'analyser les tendances, d'anticiper les besoins et de prendre des décisions éclairées. Par conséquent, la

prédiction basée sur l'analyse de données offre une vision proactive, si une méthode scientifique fiable est utilisée (formuler une hypothèse, faire des observations, analyser et interpréter les données, tirer des conclusions, publier les résultats et les répliquer).

A l'atteinte de bon nombre de résultats, il y a lieu de consolider les pratiques et approches dans les textes de la République (bloc législatif).

En bâtissant au fil du temps, des institutions plus fortes et efficientes, en consolidant davantage l'indépendance des pouvoirs et en améliorant grandement l'indice de capital humain, l'on trouvera toute la force nécessaire pour bâtir notre destin commun et rapidement.
Il s'agira nécessairement d'améliorer l'indice de capital humain (ICH). En effet, le risque qu'un enfant a de perdre le niveau de revenus à l'âge adulte, est élevé. Cela se réfère généralement à l'idée que des investissements insuffisants dans le capital humain d'un enfant, tels que des soins de santé inadéquats ou une éducation limitée (faible qualité), entraîneront une diminution de ses perspectives à l'âge adulte. Un enfant qui ne reçoit pas une éducation de qualité et n'a pas accès à des soins de santé adéquats peut être confronté à des barrières significatives qui limitent ses opportunités professionnelles, sa productivité et, par conséquent, son potentiel de revenu.
En d'autres termes, la faiblesse de l'ICH accroît le risque de pauvreté persistante à l'âge adulte, des difficultés à accéder à des emplois, de problèmes de santé non résolus, de précarité et de vulnérabilité.
Ainsi, nous serons encore à un niveau où nous chercherons des solutions aux attentes de jeunes générations qui se révolteront davantage, s'en voudront aux décideurs à venir et ils seront détournés des vrais enjeux et défis car submergés par les nombreuses difficultés. Ils peineront à être entreprenants et seront moins aptes aux métiers de leur époque. Ils en seront à chercher à survivre (focalisés sur les

besoins de base, …), détournés des défis de leur époque, privant le Sénégal d'un dividende démographique.
Investir dans le capital humain est crucial, pour assurer un avenir économiquement rentable et durable. Cela souligne l'importance de politiques publiques visant à renforcer l'éducation, la santé (qualité offre) et d'autres composantes du capital humain dès le plus jeune âge :

- Rendre la scolarité obligatoire en mettant en place des politiques rigoureuses (accès universel à une éducation de qualité) ;
- Adapter les « daaras » aux défis, dans le respect des questions cultuelles et culturelles ;
- Lancer une stratégie de création d'écoles à caractère scientifique, culturel et professionnel, des écoles des arts et des métiers disposant de laboratoires de recherche, concluant des partenariats internationaux et avec le secteur industriel ;
- Favoriser l'intégration de formations artisanales dans les lycées, « daaras » et universités (bijouterie, poterie, architecture, décoration, mode, arts du spectacle, …), diffuseurs de connaissances et d'innovations., …

Une séparation bien établie des pouvoirs, combinée à des mécanismes complémentaires/mutuels de contrôle sont parmi les bases d'un Etat démocratique robuste cependant la prédominance (macrocéphalie) du pouvoir exécutif est à accepter. Nous comprendrons tous que l'idéaltype n'est pas réalisable de suite alors les surpriorités devront porter sur la bonne gouvernance.
Il est clair qu'il faille éviter la concentration excessive de pouvoirs entre les mains d'un seul organe, ne garantissant pas suffisamment d'équilibre.
Aux delà des trois pouvoirs classiques (législatif, exécutif, et judiciaire), il est à mon avis inéluctable de constitutionnaliser d'autres pouvoirs qui entrent en concurrence avec ceux organisés par la Constitution.

Pour éviter les abus et tenant compte du contexte qui prévaut, je propose de faire évoluer la démocratie, dans sa conception classique, en s'inspirant de nos cultures locales et proposer la mise en place d'autres organes consultatifs comme un Haut Conseil Cultuel. Cette réforme nécessite la proposition d'une révision bien mûrie de la Constitution.
Une séparation plus aboutie des pouvoirs peut être mise en œuvre en usant de :

- L'indépendance financière par l'allocution de ressources financières aux différents pouvoirs, selon des clefs de répartition constitutionnalisées pour éviter une dépendance excessive entre elles.
- L'instauration de commissions indépendantes de réforme des institutions, se basant sur des mécanismes d'évaluation des performances.
- Des organes indépendants de contrôle tels que des commissions anti-corruption avec des pouvoirs d'enquête (étendus et encadrés) et la création de cours régionales des comptes et/ou des cours sectorielles des comptes (à étudier et à approfondir) pour systématiser le contrôle et la reddition de comptes.
- Des dispositions hiérarchisant les droits, stratifiés en fonction de l'intérêt supérieur de la nation pour permettre à la Haute Cour Constitutionnelle de statuer sur des cas ambiguës (mandats présidentiels, …) ;
- Une éducation civique et formation militaire de tout ou partie de la population pour un patriotisme sans faille et une participation citoyenne de qualité. En termes simples, éduquer plus qu'on élève nos enfants et nos jeunes. En instituant le service militaire obligatoire, les appelés auront au moins trois mois de formation pour tous les jeunes entre 18 et 30 ans. En instituant l'éducation civique obligatoire et accélérée (avant l'embauche, lors de nominations, …), selon un programme bien étudié (centres agréés), les citoyens connaîtront leurs droits mais surtout leurs obligations, prenant davantage conscience de

l'importance de la chose publique, du respect des institutions. Cela devrait favoriser la contribution citoyenne et une participation politique responsable et active de tous.

- Une Haute Cour Constitutionnelle, dont les missions seront étendues au-delà du contrôle, aux droits des plus vulnérables (une manière de lutter efficacement contre l'extrême pauvreté, de prendre en charge les malades mentaux), par l'introduction de nouvelles dispositions permettant une adaptation (résilience) face aux évolutions sociales, aux nombreuses crises successives et aux défis. Je suis d'avis que la participation citoyenne dans le processus de nomination et d'élection de certains juges serait une innovation et une avancée majeure. Il faut y ajouter l'organisation d'auditions publiques pour les candidats afin d'assurer transparence et responsabilité.
- L'encouragement du développement d'organisations de la société civile, en installant un baromètre (observatoire national) de celle-ci.
- …

Le gouvernement et l'ensemble des institutions doivent s'inscrire dans l'optique d'une souveraineté nationale à tous les niveaux possibles, synonyme de « liberté ». Il faut surtout disposer d'autres filtres et/ou critères pour une Assemblée toujours plus forte (suppression groupes parlementaires, …).

La planification structurelle est à systématiser et en utilisant des modèles prédictifs éprouvés, l'Etat mieux informé, peut élaborer des politiques publiques alignées sur les besoins réels de la population, avec un taux d'erreur connu d'avance, donc manageable (cartographie et gestion nationale des risques). Cette approche favorise une allocation plus judicieuse des ressources, en identifiant les domaines prioritaires et en éliminant les inefficacités. Elle rendra l'administration plus agile, va améliorer l'efficacité opérationnelle de l'Etat, va accroître la transparence et va

permettre aux citoyens de mieux comprendre les décisions gouvernementales.

En privilégiant la paix et la stabilité nationale, un accent doit être mis sur l'amélioration de la gestion des crises latentes. Elles nécessitent une approche holistique et proactive qui passera par une évaluation approfondie des risques, des conflits, etc.

Au-delà de l'organisation de secours, il faut développer un plan intégré qui use de scénarisation (basée sur une modélisation et une planification structurelle).
Il faudra établir des mécanismes efficaces de coordination, des systèmes d'alerte précoce, l'usage de technologies innovantes pour améliorer la collecte de données et la réponse rapide. La stratégie doit porter aussi sur une communication transparente, efficace, précise et en temps réel pour sensibiliser la population en cas de crise, même en l'absence d'infrastructures.

Dans le cadre du plan national de gestion des crises, il faut disposer de stocks stratégiques de ressources (denrées alimentaires, médicaments, semences, …) et d'autres fournitures essentielles. L'évaluation post-crise doit être systématisée pour identifier les lacunes dans la réponse, apporter des améliorations, et sanctionner positivement et négativement (pour les fautes graves). Cela va concourir à la lutte contre la corruption, en dissuadera plus d'un et permettra, par une résilience psychosociale, une capacité des individus et des groupes à maintenir un bien-être mental et émotionnel malgré les adversités.

En usant d'une nouvelle stratégie de recrutement (20% par la cooptation et 80% par appel à candidature), l'insertion sera plus équitable et transparente. Il est un devoir d'offrir plus d'égalités des chances et des opportunités de stages aux nombreux étudiants formés. Ils sont nombreux les candidats qui ont probablement connu des difficultés à trouver un stage, à un moment ou l'autre, de leur vie estudiantine ?

Pour plus d'équité, il serait très pertinent de créer une entité chargée de la gestion des stages au niveau national.

Pour une administration d'excellence, il faut aussi adopter le management des talents, en plus du management par objectif pour motiver les plus performants.
Il est possible de mettre en place une nouvelle stratégie d'accompagnement d'agents du secteur public, qualifiés de hauts potentiels (HP) pour leur offrir une seconde vie dans le secteur privé, s'ils le souhaitent.
Il ne s'agit pas de départ volontaire mais de mécanismes aboutis où il est possible de financer certains d'entre eux, sous forme de départ négocié et d'accompagnement par la création de sociétés portées par ces HP, avec un capital détenu en partie par eux et une participation publique stratégique, à travers une entité adaptée.
L'idée n'est pas de se séparer des meilleurs profils et des HP mais d'en faire, selon un modèle qui fera ses preuves, des managers exceptionnels d'entreprises, espérant que le taux d'échec sera faible si l'accompagnement nécessaire est assuré et qu'à moyen et long termes, en vertu de la loi de Pareto, au moins 20% deviendront des entreprises championnes.

Les différends, les conflits interpersonnels, les conflits intra personnels, ceux inter groupes et aussi intra groupes plombent le fonctionnement d'institutions et rallongent les délais de traitement avec tout le corollaire de difficultés.
Par conséquent, je propose de privilégier, voire imposer l'élaboration de procédures explicites, écrites et respectant la conformité, pour toutes les entités publiques. Il en serait de même pour toute entité privée gérant des programmes, projets, ayant reçu mandat de l'Etat et/ou concessionnaires. Toutes les procédures devront faire l'objet de certification, avant toute autorisation d'exercice.

Selon un horizon à définir, la gouvernance peut miser principalement sur la dévolution dans le cadre de la

décentralisation. Mon idée est une forte révision de l'Acte 3 de la décentralisation, qui en soit est une bonne dynamique qui devrait en arriver à la dévolution, après prise en compte des préalables clairement définis et pouvant faire l'objet d'un Comité national d'opérationnalisation.

Il s'agira évidemment de planifier la mise en œuvre, en se basant, comme je le répèterai tout au long de mon plaidoyer, sur une planification structurelle et la prédiction. Il importe d'allouer plus de ressources aux collectivités, après avoir pris le soin d'en optimiser le nombre, repenser le fonctionnement et pris en charge l'apport d'expertise, la formation des ressources humaines territoriales et l'apport de ressources financières suffisantes, selon des mécanismes sûrs et efficaces (fléchage de ressources spécifiques).

Le but est de disposer de villes vertes viables, de localités attractives et équitables, plus connectées mais disposant surtout de l'accès aux investissements nécessaires et aux commodités (musées, centres commerciaux, commerces, universités, écoles, établissements de santé, moyens de transport, tiers-lieux, équipements marchands, loisirs, …).
Cela contribuera à réduire les inégalités, à désenclaver les localités, à créer un meilleur cadre de vie par l'adoption d'une politique qui partira d'une loi sur la politique de la ville (quartiers prioritaires selon critère de pauvreté, zoning, restructuration, réhabilitation, gestion et recyclage des déchets, …).
Ainsi, il sera possible de maintenir les populations dans leurs terroirs après les avoirs rendus plus attractifs et plus compétitifs par la réduction des écarts.
J'estime qu'il faille réformer l'organisation territoriale, avec des régions spécialisées sous formes de zones partageant une caractéristique économique, minière, culturelle ou agricole commune.

Prônant la transparence, l'Etat encouragera la mise en place de systèmes de notation et de tableaux de bord (Tdb) public

avec des indicateurs clefs de performance (une météo périodique de la gouvernance, de l'économie et de la société), sur la situation nationale.

Notons que les procédures de commandes publiques, de passation et de suivi des marchés ont fait l'objet de beaucoup de changements pertinents mais elles peuvent se poursuivre suivant d'autres chantiers : digitalisation du choix des entreprises avec l'intelligence artificielle, limitant ainsi la discrimination possible, la dématérialisation des procédures, etc.

Pour différentes raisons dont le regard sur l'avenir des services de renseignement perçus comme efficaces, je propose qu'ils soient axés autour de lignes directrices dont la création d'une Agence centrale de coordination des services de renseignements pour faciliter la communication, les échanges et partages d'informations de manière efficace, et éviter les doublons d'efforts. Il sera ainsi nécessaire de développer des protocoles de collaboration clairs entre les différentes agences de renseignement, les forces de sécurité, la justice et d'autres organismes gouvernementaux concernés.

Il en découle qu'il faudra maintenir une expertise technique de pointe, allouer des ressources pour l'acquisition et la mise à jour des technologies de renseignement, y compris la surveillance électronique, l'analyse de données et la cybersécurité.

Il faut disposer d'une cellule d'intelligence économique spécialisée, rattachée à l'Agence centrale évoquée, pour anticiper les menaces économiques, protéger les intérêts nationaux et promouvoir la compétitivité.

Cela implique une grande collaboration entre les services de renseignements et le secteur privé pour protéger les entreprises contre les cybermenaces.

Parmi les conditions préalables, l'adoption d'une stratégie nationale du renseignement, alignée sur les priorités de sécurité nationale, avec des objectifs clairs et des indicateurs de performance.

Elle devra faire l'objet d'évaluations pour s'assurer de son efficacité et apporter des ajustements en fonction des évolutions des menaces. Le pays devra poursuivre la collaboration internationale (partage d'informations avec les services de renseignement d'autres pays amis) en usant d'accords bilatéraux et multilatéraux, en respectant les traités et les protocoles.

Pour la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, des cellules (antiterroristes et anticriminalité) peuvent être créées et/ou renforcées avec une coordination étroite entre les services de renseignement et les forces de sécurité.

Dans la stratégie, il y a lieu d'intensifier l'analyse préventive et prédictive, en usant de l'intelligence artificielle (deep learning), en l'éprouvant et en la performant dans le temps pour anticiper les menaces potentielles.

Je prône la promotion de la culture du renseignement éthique, à travers des campagnes de sensibilisation sur les grandes menaces, au sein de la société, de la presse (former davantage de journalistes d'investigation, …), des institutions publiques, celles privées et de tous les acteurs (société civile, religieux, artistes, …).

Dans ce sillage, les mécanismes de reddition de comptes seront renforcés, par analogie à ce qui précède. Il est impératif de garantir la légalité et l'éthique des opérations de renseignement, suivant des méthodes efficaces d'ingénierie humaine.

La cartographie du territoire, en rapport avec les réformes du foncier, sera enrichie d'informations vérifiées sur la propriété.

Enfin, il est nécessaire au-delà d'une date (à définir) de publier des rapports d'activités périodiques pour informer le public de certaines opérations et des défis rencontrés.

En adoptant ces politiques, le gouvernement peut renforcer davantage la résilience de ses services de renseignement, promouvoir la sécurité nationale et encourager la collaboration pour faire face aux défis contemporains.

Ces initiatives devraient être mises en œuvre dans le respect des droits fondamentaux et des principes démocratiques.
Parmi les grandes orientations, la surveillance des décisions et avis de tous les organes consultatifs et/ou délibérants s'avère plus que pertinente pour éviter de s'écarter des axes stratégiques, de l'objet et des missions. Il s'agit principalement des entités dont les activités et actions peuvent impacter de manière significative la société, l'économie, l'environnement et/ou la gouvernance.

Ainsi, le Conseil des ministres peut être institué comme organe de contrôle de certains conseils/commissions de surveillance. Cela se justifie par la nécessité de protéger les institutions dans lesquels les conseillers/commissaires surveillants sont donc moins exposés et bénéficient d'un statut plus protecteur que les administrateurs face aux actionnaires (Etat, …) ou aux tiers.

Le contrôle de l'action gouvernementale peut se faire par la création d'un ministère qui sera chargé d'assurer le suivi et l'évaluation des politiques publiques et de veiller à la mise en œuvre des actions et décisions du Gouvernement (suivi des directives). Au terme de la réorganisation, l'on pourra optimiser les missions du ministère chargé du plan et le secrétariat général du gouvernement. L'un d'eux peut être chargé de coordonner l'action gouvernementale.
Le changement de paradigme, tant plébiscité par différents candidats et politiciens devra se manifester par une nouvelle et forte capacité d'initiative de nos étudiants (gadz'arts, polytechniciens, artisans et ouvriers qualifiés, …) qui

deviendront plus entreprenants, mais n'attendant pas tous d'être recrutés dans l'administration.

Cela nécessite, l'adoption de l'insertion progressive des étudiants pour les préparer au milieu du travail, à l'auto prise en charge et à l'autonomisation financière. Un des objectifs peut être la privatisation, à terme des universités, en usant de prêts pour les études, exception faite de cas particuliers.

Pour des **transitions durables**, l'Etat devra impulser des réformes progressives, innovantes et soutenables, tout en maintenant l'objectif de se développer (systèmes alimentaires durables face aux changements climatiques, énergie propre, green solutions, constructions basse consommation, …)

Le pays devra s'engager pour une décarbonation progressive. L'enjeu est de s'engager sans compromettre le développement, par la maîtrise du prix de la décarbonation de l'action publique. Au regard des besoins énergétiques, ce n'est pas dans un horizon court terme que tout se fera cependant, connaissant les effets du changement climatique, il s'impose à l'Etat de sensibiliser, d'informer, de former et de mobiliser tous les acteurs pour créer une stratégie d'adaptation (exemple : lutte contre les feux de brousse, reboisement, …). Il est possible de désigner et/ou cibler des institutions et partenaires pour parrainer la décarbonation de l'action publique et la transition, en plus de la promotion de mécanismes de financement des acteurs de l'agroécologie. Le Sénégal peut profiter de mise en place, par les Nations-Unies, d'un fonds pour aider les pays impactés par le changement climatique. Il est possible de proposer des programmes/projets responsables et ayant un impact significatif, en faveur de l'accélération de la transition écologique et de la gestion raisonnée des ressources.
Il est stratégique de s'inscrire dans des politiques progressives de décarbonation, en tenant compte du double

enjeu : la nécessité de profiter des ressources minérales (hydrocarbures, …) et l'importance de s'aligner sur certaines politiques internationales. Il sera pertinent de disposer d'indicateurs de la décarbonation de l'action publique qui ne se limite pas à l'Etat central mais qui devra s'élargir aux autres acteurs (collectivités, …). Dans la comptabilité publique et l'information financière des administrations publiques, il y a lieu de tenir compte des actions engagées en matière d'environnement et de soutenabilité.

Les systèmes de production agroécologiques permettront la séquestration du carbone, la biodiversité (des cultures) et une utilisation efficace de l'eau. Il faut créer des structures régulatrices de l'agriculture biologique et de l'agroécologie, de corps d'inspection et de certification.

Pour venir à bout de la résistance des paysans (réticents) qui, selon leurs pratiques, utilisent des engrais chimiques pour une plus grande productivité, je suis convaincu que l'adoption des techniques de production durables nécessite une phase de transition avec une fédération des petits producteurs, à qui il faut aussi apporter pendant cette phase, des appuis financiers et des intrants (banque de graines). Face à l'insuffisance d'intrants, la stratégie novatrice sera axée sur la durabilité et l'utilisation d'engrais organiques. Cette stratégie vise à exploiter les ressources locales telles que les algues, les bouses de vache et d'autres produits organiques pour stimuler la productivité agricole tout en préservant l'environnement.

La promotion de l'utilisation d'engrais organiques pour enrichir les sols vise à encourager les agriculteurs à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, en remplaçant progressivement les engrais chimiques par des sources organiques et/ou biologiques.

La collecte et l'utilisation d'algues marines comme source d'engrais riche en nutriments fera l'objet de programmes nationaux sur le littoral, en établissant des partenariats avec

les communautés côtières pour assurer une collecte durable et respectueuse de l'écosystème marin.
La diversification des sources d'engrais organiques, telles que les résidus de culture, les déchets alimentaires (procédure de collecte à encadrer : hôtels, …) et les composts peuvent maximiser l'utilisation des ressources disponibles localement.

Les énergies renouvelables gagnent chaque année en compétitivité (coût), comparés aux énergies fossiles. Il faut donc miser sur la baisse des coûts de cette énergie, dans le temps. Ces énergies renouvelables étaient inabordables mais de plus en plus, elles coûtent déjà moins chers. Alors, la transition devra se poursuivre avec beaucoup plus de centrales solaires, en permettant aux privés qui investissent dans ce domaine de bénéficier de facilités et d'accès à la clientèle (ménages, entreprises, …). Parmi les décisions majeures à prendre, notons la promotion du biogaz, une phase test pour les véhicules électriques, des parcs forestiers urbains, des programmes pour le bien-être des animaux, la gestion des déchets (recyclage), etc.

Pour une gestion efficiente de l'eau, il est plus que pertinent de miser sur la gestion des pertes, un modèle qui a fait ses preuves ailleurs (éviter ainsi des pertes comme celles du Fleuve Sénégal évalués à 21 milliards de m3 d'eau douce, sauf erreur ou omission). Une évaluation systématique par des audits réguliers permettra d'évaluer les pertes d'eau (système de distribution, points faibles, brèches et les sources de gaspillage). En mettant en œuvre des technologies de pointe telles que les systèmes de surveillance par télédétection, les capteurs de fuites, et les analyses de données, il sera plus aisé de procéder à des réparations des fuites avec des équipes d'intervention rapide (amélioration de l'infrastructure en utilisant des matériaux durables et résistants, optimisation des pressions, sensibilisation et éducation auprès des consommateurs …).

Des dispositions (textes, politiques, techniques, …) devront être prises pour la récupération et la réutilisation des eaux grises (eaux provenant des activités domestiques telles que la douche, la lessive) pour des usages non potables.
Les politiques tarifaires doivent être surveillées et selon un profilage dans l'utilisation, elles doivent être incitatives pour une utilisation plus responsable de l'eau.
Il doit être établi des normes et des réglementations spécifiques concernant la gestion des pertes d'eau pour engager la responsabilité des fournisseurs d'eau et des incitations aux opérateurs qui atteignent ou dépassent les objectifs de réduction des pertes. L'accès à l'eau potable pour tous, est un objectif non négociable. Pour les populations à faible revenu et identifiées comme telles, elles ne devraient pas payer pour l'accès à l'eau potable. Ainsi, il faut mener régulièrement des évaluations hydrologiques pour comprendre la disponibilité en eau, établir des quotas durables, prévenir la surexploitation, la régulation des cours d'eau, en tenant compte des besoins et des orientations.
Les bassins de rétention et infrastructures de stockage doivent être encore créés pour stocker l'eau de pluie, recueillir les crues des fleuves, réduire l'érosion et recharger les nappes phréatiques. Ils fourniront ainsi une réserve en période de sécheresse, surtout pour les cultures irriguées. En développant des unités et systèmes de traitement des eaux usées (dépollution), la réutilisation sera sécurisée par l'utilisation de technologies vertes telles que les systèmes de lagunage naturel et les lits de roseaux pour le traitement biologique des eaux usées. Dans les zones plus arides (quelques parties du nord du pays), des techniques d'arrosage « goutte-à-goutte » seront promues pour minimiser le gaspillage d'eau et maximiser l'efficacité.
Dans le cadre de la recherche, les techniques d'irrigation souterraine, comme l'irrigation par subirrigation seront expérimentées pour réduire l'évaporation en surface. La principale orientation est l'utilisation systématique des

systèmes d'irrigation alimentés par l'énergie solaire dans les régions arides (nord du pays par exemple) pour réduire l'empreinte environnementale. Suivant les résultats de la recherche, chaque zone disposera d'une cartographie à jour des cultures les plus résistantes à la sécheresse mais aussi les plus rentables (adoption de cultures adaptées aux conditions arides, nécessitant moins d'eau pour leur croissance, …).

Les organisations et associations doivent être appuyées pour une sensibilisation communautaire, sur la conservation de l'eau et l'utilisation responsable des ressources hydriques. Une législation spécifique sur la gestion intégrée des ressources en eau, incluant des sanctions pour le gaspillage et l'utilisation non durable, doit être adoptée. En mettant en œuvre ces stratégies de manière cohérente et intégrée, le Sénégal contribuera à garantir un accès durable à l'eau potable pour tous, à exploiter correctement les cours d'eau et à créer des infrastructures résilientes pour la gestion des eaux usées et eaux de pluie dans des zones arides ou frontalières au désert. Ces mesures doivent, évidemment, être adaptées aux réalités spécifiques de chaque zone du Sénégal.

La création d'une société, gestionnaire d'actifs forestiers vise à développer des parcs forestiers, promouvoir l'aquaculture, encadrer la chasse, générer de l'emploi (filière bois, produits ligneux et produits non ligneux) et intégrer l'utilisation de la taxe carbone. Dans la stratégie globale, elle combine la création, en toute intelligence avec les Eaux et Forêts, d'une société, gestionnaire d'actifs forestiers, dédiée à la gestion durable de ressources forestières (forêts plantées), avec un mandat clair en matière de conservation, de développement économique et d'emplois.
Dès à présent, précisons que les terres qui seront dédiées et/ou acquises par cette société, gestionnaire d'actifs forestiers, ne doivent être utilisées que pour l'objet : développement de parcs forestiers, espaces verts dans chaque projet immobilier et au sein des zones spéciales, etc.

Au-delà, il est important de cartographier et d'identifier des sites appropriés pour le développement de forêts urbaines, favorisant la biodiversité et offrant des espaces récréatifs à la population (arbre en ville). Tout ceci sera précédé de plans d'aménagement durable pour préserver les écosystèmes, introduire des espèces, tout en permettant l'accès au public dans certains cas. En parallèle, la forestière fera la promotion de l'aquaculture en encourageant la création d'installations aquacoles durables. Elle favorisera la production alimentaire tout en préservant les ressources naturelles et elle pourra être subventionnée (des études de faisabilité doivent être menées). La formation pour les professionnels de l'aquaculture mettra l'accent sur les pratiques respectueuses de l'environnement.

La chasse pourra être plus encadrée et des règlements plus stricts peuvent être pris pour garantir la durabilité des populations fauniques dans certains parcs forestiers développés (long terme), en veillant à la préservation des espèces. Pour favoriser l'emploi dans la gestion des parcs, l'aquaculture et les autres activités liées aux ressources forestières, des filières peuvent être ouvertes dans des universités et écoles, en partenariat avec les entreprises pour créer des opportunités économiques durables (production de pâte à papier, boiserie, apiculture, location de chasse et de pêche, …).

Pour anticiper la mise en place d'un mécanisme de taxation carbone, tous les acteurs doivent être incités à la réduction des émissions et des revenus seront générées pour les projets de conservation et de reforestation. Les fonds qui seront issus de la taxe carbone seront investis dans des projets d'énergies renouvelables, la transition écologique, la recherche, l'aquaculture et l'innovation dans le domaine de la gestion forestière durable et des technologies vertes.

Toutes les communautés doivent être sensibilisées à l'importance de la préservation des ressources naturelles et

elles seront impliquées dans la prise de décision pour assurer une approche inclusive et participative.
Les initiatives locales axées sur la conservation et la gestion responsable des ressources doivent être bien appuyées, selon les moyens disponibles.
A travers ses démembrements, l'Etat devra adopter la certification environnementale, le label bas carbone, conformément aux normes internationales et ainsi agir pour le climat (encourager la création de groupements forestiers, promouvoir l'arbre en ville, etc.).

Dans tous les domaines et surtout pour les exportations, les organes accompagnant les entreprises seront tenus de privilégier des produits issus de pratiques durables, pour faciliter l'accès à certains marchés internationaux. En adoptant une approche intégrée, cette stratégie vise à concilier la conservation des écosystèmes, la création d'emplois durables, le développement de l'aquaculture, la mise en œuvre de mécanismes financiers tels que la taxe carbone pour soutenir des initiatives respectueuses de l'environnement.

Pour un meilleur cadre de vie, il est possible de miser sur l'innovation avec des aéroréfrigérants adiabatiques (par exemple) pour une meilleure qualité de vie. En effet, les pics de chaleur dans le pays augmentent l'utilisation de climatiseurs et de ventilateurs.
Par conséquent, la technologie géothermique permettrait au Sénégal d'améliorer grandement la vie des populations et maîtriser davantage la consommation d'énergie, dans certaines zones. Les besoins sont plus criards dans le contexte qui prévaut et dans nos pays où la maîtrise de l'énergie est nécessaire pour un développement de secteurs stratégiques (industrie, entreprises, …). Avec le changement climatique et la hausse des températures, nous devons trouver des solutions adaptées et mitigées, pour la climatisation de nos habitations, des lieux de travail et de certains lieux fréquentés (lieux de culte, commerces, stations,

…). La géothermie peut nous inspirer pour intégrer des aéroréfrigérants adiabatiques dans le dispositif de refroidissement. En d'autres termes, climatiser nos bâtiments avec des techniques d'échanges de température avec la nappe phréatique.
Par un Partenariat Public Privé, l'Etat, les universités (chercheurs) et le privé peuvent s'associer et ils finiront par produire des solutions adéquates : thermofrigopompes, etc.
Celles-ci pourraient être proposées aux entreprises, commerces, ménages et autres par un crédit-bail ou tout moyen légalement reconnu et raisonnable. Il est évident que devront être pris en compte tous les aspects liés à la protection de la nappe phréatique. Dans la région de Dakar, elle est entre 3 et 21 mètres de profondeur, selon certaines sources (une opportunité à étudier). Selon l'Atlas des eaux souterraines d'Afrique, hébergé par le British Geological Survey (BGS), le Sénégal dispose de ressources importantes en eaux souterraines. Ce qui parait évident aussi pour nous qui connaissons ce pays.

Sujets inéluctables

Venir à bout des difficultés dans les différents domaines, nécessite que soient adressés certains sujets incontournables et contemporains, disons les attentes des générations actuelles. 'Pour cela, misons sur l'efficience dans tous les domaines. Aucun-e candidat-e à l'élection présidentielle ne doit omettre de traiter, au minima les questions lancinantes suivantes :

- La « sénégalité », en se basant sur la psychologie de l'identité. Tout le peuple devrait prendre conscience de l'unité groupale que nous sommes (un Peuple) et que tout ce qui donne l'impression d'un groupe non intégré, éparpillé, divisé, peut provoquer des morcellements et une désintégration de l'identité personnelle. Alors l'importance de la « personnalité centrale » (Le-la Président-e, les héros reconnus, …) tient à ce qu'elle doit être une image identificatoire à la fois pour l'individu (chaque citoyen) et pour les groupes. Lorsqu'elle fait défaut, cela présente un caractère déstabilisant pour tous. A ce titre, un-e Président-e sage et pondéré-e, il nous faut obligatoirement pour arriver à bout des conflits et de la haine grandissante.
- L'optimisation du nombre d'élus et d'institutions à travers des approches testées devra être mise au point, sans pour autant compromettre la rentabilité économique (emplois existants, …). Dans ce cadre, le nombre de députés doit être corrélé à la population avec un nombre optimal de représentants, limitant le coût social d'un siège supplémentaire lorsqu'il devient supérieur à l'amélioration que ce siège apporterait dans les besoins et attentes des préférences des citoyens. Selon Les Echos, ce nombre d'or serait proportionnel à la population du pays, élevée précisément à la puissance 0,4 et testés dans 111 pays. Les coûts d'une surreprésentation sont élevés en plus d'être corrélée avec la perception de la corruption dans ce pays (mesurée par l'indice de corruption élaboré par

Transparency International). Plus un pays a d'élus, plus sa population se plaint de vivre dans un monde corrompu. La représentation nationale coûte cher et un représentant coûte en moyenne, dans beaucoup de pays, des centaines de fois le PNB par tête. Et l'enjeu est de créer une juridiction indépendante qui fixe les salaires des députés. L'analyse des missions de certaines entités publiques permettra de comprendre la nécessité d'en fusionner ou d'en étendre les missions de certaines d'entre elles (gestion optimisée de portefeuilles institutionnels par des réformes profondes, visant à renforcer l'efficacité, la responsabilité et la transparence).

- Le chômage et l'emploi des jeunes avec des politiques de création de nombreux emplois en majorité accessibles aux jeunes, en mettant l'accent sur la formation professionnelle, les programmes de stage et la création d'opportunités entrepreneuriales.
- L'émigration clandestine et la mobilisation de la diaspora, par la création de l'Institut des migrations, avec une politique diplomatique inclusive qui soutiennent la diaspora, l'assiste et encourage son implication dans le développement du pays. Rien n'empêche de mettre en place des mécanismes pour faciliter l'assistance aux candidats à l'émigration, à travers des initiatives stratégiques bien pensées.
- Le renforcement du système de santé, en investissant dans les infrastructures médicales, la formation du personnel médical et l'accès équitable aux soins de santé. Les politiques de santé préventives et la lutter contre les maladies endémiques sont cruciales. L'accès aux services de santé pour toute la population doit constituer une préoccupation majeure. Par conséquent, il faut améliorer l'accès aux soins de santé de qualité pour toute la population sénégalaise, surtout pour le monde rural, ceux intervenant dans le secteur informel, certaines professions et métiers et l'ensembles des groupes de personnes

vulnérables. Il y a lieu de renforcer la Couverture Maladie Universelle, promouvoir la gratuité d'autres soins, pour tous les enfants, les personnes atteintes de certaines pathologies et les groupes vulnérables.

- La gestion de la dette en privilégiant les marchés de capitaux plutôt que les marchés financiers, en adoptant une gestion prévisionnelle de la trésorerie et en temps réel. Mettre en place des politiques monétaires et fiscales prudentes pour contrôler l'inflation et gérer la dette publique de manière responsable.
- L'amélioration continue de l'instruction, des débats et du jugement par un traitement toujours plus diligent des dossiers au niveau de la justice, en digitalisant les dossiers et en renforçant les magistrats. Il importe de veiller au dédommagement dans les cas qui se justifient, dans le cadre de la lutte contre l'injustice et l'iniquité.
- L'aménagement urbain en le repensant pour améliorer le cadre de vie à travers la restructuration, la réhabilitation et l'aménagement pour une maîtrise de l'étalement urbain. Au-delà de la gestion des inondations, passant par la prévention (selon des modèles éprouvés), la stratégie consiste dans mes propositions, à un zoning, avec des programmes intégrés (Cf. Chapitre sur les idées de programmes avec la première mégalopole entre Diamniadio et Thiès).
- La gestion des ordures par l'usage du recyclage avec des politiques efficaces pour la gestion des déchets (taxe pour le recyclage, production de fils ICONYL, …), en encourageant l'utilisation de technologies durables, et la formation sur des pratiques responsables.
- Les démarches administratives et la qualité du service public en augmentant le nombre de guichets uniques pour simplifier les démarches administratives en utilisant la technologie, en réduisant la bureaucratie et en limitant, voir en supprimant la corruption. L'objectif est d'améliorer

la qualité du service public, axée sur la satisfaction du citoyen à mesurer régulièrement.

- Les médias et la presse (libertés, vecteur de propagande, régulation presse en ligne, …) nécessitent un renforcement de la protection de la liberté de la presse tout en veillant à la régulation en ligne, dans le cadre de partenariats. L'Etat pourra encourager un journalisme indépendant et responsable (surtout pour les journalistes d'investigation) pour bien informer la société.
- Les besoins de base à satisfaire pour mener des politiques d'urgence visent à satisfaire la demande en logements sociaux et en logement abordables, l'accès aux soins, la qualité de l'éducation, en mettant l'accent sur la connectivité (souveraineté dans le transport de données), couverture des zones blanches (pour des raisons de sécurité), la distribution d'eau (gestion des pertes), le coût de l'électricité mais surtout la lutte contre l'iniquité, l'injustice, l'insécurité sous toutes ses formes.
- La sécurité alimentaire qui devra permettre d'équilibrer les subventions (gestion des prix des denrées de première nécessité) et la maîtrise progressive de l'inflation généralisée. Sous l'angle d'un scénario en « bâ » des crises, l'on devra adopter des politiques agricoles durables, un soutien aux agriculteurs locaux, etc.
- La sécurité routière avec des décisions pour plus de responsabilité en généralisant les systèmes autonomes de contrôle, en systématisant le permis à points, en continuant la sensibilisation sur les accidents et risques, …
- La promotion du patriotisme à travers l'éducation civique et la sensibilisation.
- Etc.

Idées de programmes

Bien entendu, je le martèle, un-e Président-e partage une vision, propose des stratégies basées sur des orientations majeures cependant, il peut aussi initier quelques portefeuilles de programmes à fort impact. Ces programmes donneront naissance à des projets dans différents domaines et pour plusieurs entités gouvernementales.
A ce titre, je propose ici quelques exemples de programmes pour illustrer mes propositions :

L'idée de 1ère mégalopole, un vaste programme innovant :
Il s'agira d'initier la réalisation de la première mégalopole de la sous-région, entre Diamniadio et Thiès, sous forme de programme adressant les principales orientations énoncées dans ce livre.
Il sera nécessaire de segmenter Ce programme, en phases et projets, suivant des écocités. Le plan d'aménagement devra s'intégrer à toute la zone entre les deux villes, prenant en compte les ressources disponibles, les exploitations et projets existants, les opportunités et potentialités.
Parmi les objectifs spécifiques de la création de la mégalopole : l'implantation d'au moins cinq (5) cimenteries pour profiter du calcaire entre Rufisque, Bargny, Ndoukhoura et la région de Thiès ; le développement de programmes immobiliers de logements sociaux, de logements abordables et de logements de standing ; l'implantation de quartiers/cités de la mode ; la création de parcs forestiers urbains (y compris l'offre de restauration, des kiosques et circuits touristiques) autour des carrières déjà exploitées à transformer en bassins de rétention pour y recueillir les eaux de pluie de la métropole Dakaroise et de la mégalopole. Elles seront traitées, en y développant l'aquaculture, l'aquaponie et produire à terme des légumes labellisés.
Le concept tourne autour de zones spéciales (commerciales, industrielles, culturelles, innovation, …) et d'aménagement

de commodités. Pour éviter de supporter d'importants investissements publics, il faudra encourager les initiatives privées dans une logique d'offre et de demande évolutives. Entre autres résultats, beaucoup d'emplois accessibles seront créés, attirant la jeunesse et leur offrant des opportunités, le tracé de l'exploitation du calcaire des carrières permettra d'en faire à terme, une attraction sous forme de canaux et de lacs artificiels, la localisation des activités au sein des zones habitables et des parcs permettra de développer une économie locale et le transport sera organisé autour du train, de péniches (à expérimenter) et de la voiture. La zone sera verte et connectée pour faire de certaines localités, des villes piétonnes avec un accès facile aux zones de loisirs, de sport, les commerces, etc.

A ce stade, les détails sur l'offre commerciale environnante (tissu urbain) et le catalogue d'activités pouvant être implantées au gré des besoins, ne peuvent être fixés précisément en l'absence d'études structurelles (comme je l'annonce déjà parmi les orientations majeures devant être adoptées par tous les candidats).

En somme, j'ai voulu monter ce que je qualifie d'idée de programme et quelques résultats possibles. Cette idée de programme serait une solution/réponse à plusieurs problèmes, une offre globale cohérente de l'urbanisation d'une partie du territoire qui continuera de recevoir du monde, selon toutes les prédictions.

Avec des « focus groups », il sera possible d'identifier les animations qui répondront à une logique d'offre de proximité (à quelques minutes de toutes les grandes villes des régions de Dakar et Thiès), comme c'est souvent l'un des deux premiers critères importants dans les motifs de fréquentation. Je prédirai qu'un tel programme s'il est bien formulé, connaîtra des évolutions rapides en raison de sa singularité en Afrique, attirant des touristes et surtout les Sénégalais qui disposeront d'une zone-tampon entre Dakar, Thiès et Mbour.

Pour le travail de programmation, les études proposeront des scénarios pour la définition du modèle de gestion, la structuration du financement et le process de sélection des gestionnaires.

Sans être exaustif, je liste ci-après, quelques autres idées de programmes :

- Compagnie des bateaux-taxis du Sénégal dans les îles du saloum, sur les fleuves, entre Dakar et certaines localités pour favoriser le tourisme/transport océanique et aussi fluvial ;
- Création d'une société, gestionnaire d'actifs forestiers pour investir, gérer, vendre et innover dans la foresterie, assurer le peuplement de ces forêts, y intégrer des activités aquacoles et l'aquaponie ;
- Valorisation de la façade atlantique sénégalaise en priorisant le développement de zones à forte densité (tourisme, algoculture, pêche, …) , de centres attractifs, etc ;
- Total project management pour passer en mode projet dans les administrations, les agences et autres entités publiques dans le but d'être plus performant et d'avoir des tableaux de bord à jour, fiables et facilitant le pilotage ;
- …

La précision importante, rappelée plus haut, comme orientation majeure est la planification structurelle qui permettra de confirmer/infirmer les idées de programmes.
Je recommande fortement de recourir systématiquement à des études bien réalisées, sous forme tantôt de pré-faisabilité, d'études de faisabilité, voire d'études économétriques.

Défis

Dans les décennies prochaines, le Sénégal fera face à des défis majeurs.
Il s'agira de garantir aux Sénégalais un bon cadre de vie (accès au logement décent, système sanitaire performant, villes vertes viables, résilientes et connectées, …), une sécurité alimentaire (agriculture durable et respectueuse du climat), une économie croissante à travers une excellente gouvernance permettant d'avoir à notre portée les ressources nécessaires et un bien être mental et physique.
L'une des principales orientations est de **r**ecentrer tout autour du citoyen, ensuite autour de l'enfance, en cherchant à faire des enfants sénégalais, des champions bien éduqués dans tous les domaines.

La citoyenneté devra prendre le pas sur l'égoïsme et la haine grandissante, avec un Indice de Capital Humain qui devra dépasser 0,55, au-delà de 2030, si toutes les réformes et initiatives sont prises dans les domaines de la santé et de l'éducation.
L'on devra arriver à transformer nos problèmes et difficultés en opportunités suivant les valeurs cardinales, cultuelles et culturelles (discipline, citoyenneté, drogues, …).

Le-la Président-e devra gouverner, pour trouver un moyen de faire des Sénégalais, d'excellents citoyens aptes et capables de relever les défis dont :

- La mobilisation des ressources nécessaires pour financer le développement. L'espoir est permis parce que notre pays dispose de ressources (minières, minérales, naturelles, cours d'eau, terres, arbres, …), d'une diaspora active et le Sénégal est attractif.
- La mise en œuvre de dynamiques permettant une planification minutieuse, une mise en œuvre efficace

dans le respect des délais et contraintes, pour une atteinte des objectifs ;

- La stabilisation durable de la Constitution, partant d'assises du développement durable et responsable ;
- L'amélioration, la modernisation et l'optimisation de l'organisation des élections, en couplant certaines d'entre elles, en digitalisant (plus certification) une bonne partie du processus et en révisant les modes de pérennisation des entités politiques, viables et prometteuses. Les parties prenantes peuvent signer un pacte sur l'organisation des élections, le profilage équitable des candidats aux différentes élections.
- L'instauration officielle de l'utilisation d'une identité numérique unique avec des dispositions explicites portant sur les libertés et la protection (…).
- La régulation de l'utilisation des technologies avancées et en vogue : intelligence artificielle, réseaux sociaux, nanotechnologies, blockchain, cryptomonnaies, … ;
- La préférence nationale (menuiserie, habillement, produits agricoles, riz, artisanat, …) et la promotion réussie de la consommation locale (stratégies : augmenter les taxes à l'import de certains produits/biens, améliorer l'accessibilité de produis locaux, …) ;
- La réduction significative du coût élevé des capitaux dans nos pays, suivant un plaidoyer en faveur d'une réévaluation des risques dans l'optique d'améliorer les conditions (baisse des taux, garanties, …) ;
- Un plus grand accès aux marchés de capitaux et le financement de programmes et projets structurants, par des ressources domestiques, des partenariats et des investissements directs étrangers ;

- La promotion de la recherche, d'incubation et de l'accélération avec des résultats significatifs et la naissance de nouvelles entreprises championnes ;
- Une gestion transparente des ressources naturelles et une exploitation responsable et bénéfique de notre territoire favorisant le développement de chaînes de valeurs (poursuivre les visas de localisation, …) et d'une économie circulaire. Par exemple (à confirmer par des études) un zoning axé sur la répartition des activités dominantes et les potentialités :
    - Economie bleue (façade Atlantique),
    - Mines (Sud - est),
    - Sylviculture (au sud),
    - Foresterie,
    - Gomme arabique (halal et entre Linguère et Goudiry)
    - Tourisme,
    - Irrigation (au nord),
    - Aquaculture intégrée,
    - …
- L'inversion de la tendance dans les échanges internationaux, l'augmentation du volume des exports (accélération), l'application de la réciprocité, des accords pour le traitement satisfaisant des cotisations sociales des travailleurs issus de la diaspora dans des pays étrangers et la valorisation du foncier à l'étranger;
- Le développement du transport multimodal par l'innovation (extension du TER, développement du transport fluvial, bateaux taxis, premières lignes de TRAM, TGV, …), le maillage des grandes villes et la réduction des durées des trajets entre les chef-lieux de

régions et les grandes villes, entre les lieux d'habitation et les lieux de travail/d'études, entre les lieux d'habitation et les lieux d'animation/de loisirs ;

- La consolidation des relations avec les pays limitrophes, une plus grande acceptation dans la sous-région (sécurité, positionnement) et un rôle primordial en Afrique (unité africaine) et dans le monde (Diplomatie 3.0) ;
- L'exploitation des opportunités de la ZLECAF ;
- Une révision de certains accords et un grand rapprochement avec certains blocs suivant le contexte géopolitique ;
- L'évolution des programmes dans l'exploration spatiale (satellites, opérateur rural, couverture zones blanches, …) ;
- La création d'un opérateur d'infrastructure souverain pour le transport très haut débit, la poursuite du processus de protection des données personnelles et de la lutte contre la cybercriminalité, en créant une Agence Nationale de la Sécurité de l'Information et un tiers de confiance numérique (enjeu de taille) pour le stockage des données sensibles ;
- La consolidation de la réputation de l'Armée et des forces de défense, le renforcement de la dotation en équipements, l'amélioration continue des systèmes de renseignements, la surveillance (surtout aux frontières), etc. ;
- La co-gouvernance pour la « formation » de l'opposition ;
- L'amélioration significative de l'ICH (éducation et santé) et dans des délais relativement courts ;

- L’optimisation des entreprises et institutions publiques sans pour autant compromettre la rentabilité économique ;
- La simplification de procédures (dans le domaine fiscal, dans l’obtention de pièces administratives, …) en usant d’approches déjà expérimentées dans la grande distribution et la vente en ligne ;
- La lutte contre la corruption par la surveillance (priorité sur les décideurs et autres catégories particuliers comme les syndicalistes, …), le renseignement et les mécanismes précoces de détection et de dissuasion ;
- La lutte contre le dopage et le trafic de drogues, en évitant tout transit à travers le territoire national et moins, une consommation locale ;
- L’identification des causes profondes de l'émigration clandestine qui n'est pas une fatalité si on l’analyse selon un certain angle, mais une conséquence d'un échiquier complexe. Dès lors il faut développer des opportunités locales durables.
- La poursuite et l’amélioration continue des politiques énergétiques (Gas-to-Power pour donner l'accès universel à l'électricité et d'accroître la compétitivité économique du Sénégal), la promotion du mix énergétique par la promotion des panneaux solaires sans batterie permettant de puiser l'énergie du réseau quand les panneaux solaires ne produiront pas (pendant la nuit), l’utilisation de routeurs solaires permettant d'envoyer le surplus (et uniquement le surplus) de la production d'énergie vers d’autres équipements résistifs.
- La décentralisation ne doit pas constituer un contrepoids et l'Etat ne doit pas se désengager, moins abandonner certaines responsabilités aux seules

collectivités pour les compétences transférées. En perspective d'une dévolution, il est nécessaire de respecter certains préalables pour les candidatures aux élections locales, etc.

- Un financement efficace du développement territorial par le fléchage de ressources stables avec des conditions très tenables et sécurisées ;
- La régulation et la systématisation d'observatoires dans les domaines suivants : syndical, collectivités, société civil, pêche, ressources naturelles, gouvernance, … ;
- La mise en place de politiques monétaires pour mieux maîtriser l'inflation et la consommation, favoriser l'investissement et créer un environnement économique propice ;
- L'adoption du transfert obligatoire de compétences dans le cadre de programmes stratégiques et/ou structurants ;
- L'amélioration de l'accès au foncier, le règlement des conflits et l'adoption d'un cadre plus adapté et mieux accepté (encadrer/limiter les possibilités de vendre une partie du foncier à des étrangers pour des raisons stratégiques). Les procédures d'attribution du foncier sont à réviser et le Maire/Conseil municipal seront des acteurs mais pas les décideurs principaux.
- …

Le Sénégal 3.0 peut se positionner comme une destination de choix, un hub stratégique et unique dans la sous-région (passerelle incontournable vers le reste du monde), une grande économie africaine, stable et garantissant une sécurité et une rentabilité aux capitaux.

Qui élire ?

Quand les candidatures se multiplient à l'infini, comme une pluie torrentielle, elles perdent leur éclat, leur unicité.

La fonction présidentielle, qui devrait incarner l'excellence, semble ainsi diluée, « dilapidée ».
Le paradoxe réside dans cette quête effrénée du pouvoir cependant beaucoup se détromperont et débutera une prise de conscience collective et nécessaire.

Ô candidats, connaissez-vous les problèmes de nos localités, comme à Ndiobene Gallo, les soucis de Nguer Malal, l'enclavement de Santhie Mboutou, la précarité de certains à Fissel Mbadane et tant d'autres attentes légitimes de nos chers compatriotes disséminés à l'intérieur du pays, aux zones frontalières et au niveau de la diaspora ?

Un poète, dans sa quête d'harmonie, sait que trop de mots peuvent noyer la beauté d'une phrase.
De même, une pléthore de candidatures nous égare, nous éloigne de l'essentiel, pollue l'essentiel du débat pour nos lendemains, nous confronte à un choix cornélien où la véritable excellence se trouve souvent perdue.
La poésie nous rappelle que chaque mot a son importance, chaque phrase son rythme et sa signification.
De même, le peuple a besoin d'une présidence toujours plus forte et éclairée, capable de guider notre pays sur la voie du progrès significatif et de la prospérité.

La fonction présidentielle ne peut être réduite à un simple jeu de nombres, à des déclarations tous azimuts, à une compétition effrénée où la plupart ne maîtrisent même pas les axes majeurs du développement durable et responsable.

Alors, chers compatriotes, gardons en mémoire que la grandeur d'un chef d'Etat réside dans sa capacité à inspirer,

à unifier, à piloter et à développer de manière durable et responsable. Une multitude de candidatures, bien loin d'enrichir notre démocratie, risque de l'affaiblir en dispersant notre attention, en fragmentant nos voix.

Ne vaut-il pas mieux un nombre raisonnable de candidats choisis avec minutie, témoignant de l'importance que nous accordons à cette très haute responsabilité, plutôt qu'une multitude d'ambitions éphémères qui s'effacent aussitôt ?
Je rêve d'un Sénégal où la candidature à la fonction présidentielle est davantage encadrée, pour ne laisser compétir que les meilleurs des meilleurs, qui transcendent les querelles éphémères et débattant sur les grands défis, sur la meilleure manière de les relever et leurs capacités à eux de les piloter, rivalisant de sagesse, d'aptitudes et d'intégrité.

Et, en voilà quelques qualités non exhaustives, d'un bon candidat (rappel d'un de mes posts du 15 août 2022) :

- Porter et partager une vision claire ;
- Etre à l'écoute ;
- Savoir se remettre en question ;
- Savoir rassembler ;
- Prendre que des décisions éclairées ;
- Etre honnête ;
- Etre cultivé-e ;
- Connaître le pays ;
- Avoir une grande personnalité ;
- Avoir une profession avant la politique ;
- Etre sage ;
- …

Je dirais « Stop au populisme en politique » et certains candidats doivent prendre conscience de leurs limites.

Il ne devrait pas suffire d'être riche, d'être diplômé-e, d'être à la tête d'une organisation, d'être à la tête d'un groupe, d'être déclamateur-trice ou d'être connu-e.
Le Sénégal de nos vaillants ancêtres mérite un-e Président-e qui a des aptitudes inégalées, une sagesse exceptionnelle et une vision partagée. Guider la destinée de notre peuple et l'assurer avec brio dans ce contexte exceptionnel, relève d'une destinée mais surtout d'un talent avéré.

Un-e Président-e se doit de communiquer des orientations, des stratégies et des portefeuilles de programmes, non pas des projets.
Un-e Président-e se doit de partager une vision claire, non pas se focaliser sur des programmes qui devront être déclinés par les ministères, agences, directions générales et assimilés. Le pire, c'est quand certains candidats ne nous parlent que de projets. Dans ces cas, j'ai l'impression que certains en sont encore à des ambitions limitées aux fonctions de ministres, à l'exercice de mandats sociaux de directeurs généraux ou de directeurs nationaux.

Nous ne cherchons pas un chef mais un leader pétri de talents, sage, travailleur et apte à impulser :

- la transformation de notre société pour qu'elle devienne plus instruite, compétente, citoyenne, rompue à la tache, consciente des enjeux et défis ;
- la métamorphose de notre économie pour qu'elle produise davantage, qu'elle soit transformatrice, qu'elle attire des devises (exportations) et qu'elle soit inclusive ;
- la prise en charge des questions environnementales afin de préserver les écosystèmes, la biodiversité et la protection de la planète ;
- l'innovation et une gouvernance adaptée usant de la prédiction scientifique, de l'économétrie par des études bien faites et la digitalisation (gouvernance par les données).

Nous devons chercher un leader exceptionnel et qui portera notre espoir en remplissant tout ou partie des critères suivants :

- N'avoir jamais trahi notre peuple et être sûr de ne jamais le trahir ;
- N'avoir jamais pris de décision en fonction de ses intérêts personnels ou de rancunes ;
- Inspirer confiance et en avoir déjà eu suffisamment de références dans bien des domaines ;
- Etre croyant-e et battant-e, respectueux-se des autres leaders politiques et des valeurs culturelles reconnues ;
- Avoir l'humilité de comprendre que d'autres citoyens plus méritants vivent parmi nous ;
- Ne pas être un tyran mais un leader qui offre aux talentueux citoyens de ce pays, les opportunités d'éclore et de réussir ;
- Savoir mettre les hommes/femmes qu'il faut à la place qu'il faut ;
- Savoir encourager les travailleurs tapis dans l'ombre et œuvrant tous les jours pour la réussite des projets, programmes et stratégie des institutions et organisations, dans l'éthique et la déontologie ;
- S'inspirer en grande partie de nos vaillants aïeuls et être admiratif-ve de nos valeureux hommes de culte ;
- Ne pas tenir des propos haineux et respecter la parole donnée ;
- Etre honnête et dire toujours la vérité ;
- Mesurer la haute importance des stratégies qui devront gouverner nos lendemains ;
- Avoir un ensemble de comportements et d'attitudes pour donner envie à tout le peuple, de se dépasser ;
- Etre Sénégalais-e, bien connaître l'histoire du peuple qui y vit, fort comme le lion ;

- Parler certaines des langues nationales ;
- Avoir une expertise dans bien des domaines incontournables dans la quête du développement durable des organisations, des collectivités et du pays ;
- Avoir un bon caractère et des capacités distinctives connues et prouvées ;
- Porter en bandoulière la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'indice de capital humain (éducation et santé) et la réinvention (métamorphose) de l'Economie ;
- Miser sur le quotient démographique (jeunesse, changement de comportement, …) et la sécurité sous toute ses formes (alimentaire, transport, …) en distinguant clairement les surpriorités ;
- Proposer des solutions durables et faire preuve de capacités à piloter des portefeuilles de programmes, par des approches éprouvées, évitant ainsi les surcoûts, les longs délais et la non-qualité ;
- Etre capable de veiller à la correction de tout haut responsable qui s'écarterait de la trajectoire retenue par le pays ;
- Avoir une bonne connaissance des sujets essentiels (militaires, aspects légaux, …) et des défis (coopération, …) pour le rayonnement de la Nation, aujourd'hui et à l'avenir ;
- S'engager à prendre toutes les décisions idoines pour le positionnement gagnant du pays, dans ce contexte de crises répétitives ;
- Proposer clairement l'optimisation de l'organisation des élections dans l'optique d'une efficience pour focaliser la nation tout'entière sur la vision, qui ne saurait être rien d'autre que le développement durable et responsable de toutes les localités (banlieues, zones rurales, …) ;

- Disposer de la capacité de porter des échanges pour un consensus avec toutes les parties prenantes, sur les sujets essentiels ;
- Avoir la capacité d'impulser l'implémentation d'un mécanisme national de gestion des plaintes ;
- Proposer à l'Eglise, aux confréries islamiques et assimilées, des modèles adaptés, objectifs et réalistes pour la prise en charge de leurs préoccupations, dans le respect des libertés acceptables et acceptées ;
- Etre disposé-e à travailler exclusivement aux intérêts du pays et du peuple dans le respect de la devise ;
- Être à l'écoute de tous et mettre en place un canal de communication direct avec tous, avec obligation d'interactivité ;
- Porter et partager une vision ambitieuse et réaliste ;
- Savoir se remettre en question ;
- Privilégier la paix, la démocratie, l'équité, la justice et la transparence même en cas d'urgence.

J'estime que de tels profils ne sont pas très courants cependant je suis convaincu qu'il en existe quand même un bon nombre au Sénégal, sinon il faudra miser sur ceux-celles qui en sont proches.

En misant sur l'excellence, j'espère que nos pays seront davantage meilleurs et qu'ensemble, nous réussirons.

Aux citoyens et électeurs

Retenons que l'ignorance, la perte de valeurs, la course aux richesses, l'ultracrépidarianisme, le populisme et le pouvoir nous distraient.

Pourtant, je m'imagine dans le Sénégal 3.0, un-e Président-e dans ses beaux habits africains, turban de sagesse à la tête, installé-e dans ses fonctions avec des Khassaides de Mame Bamba, des chants Tidiane, des zikr Layenne, des tabalas, des versets saints, des chœurs, entre autres cantiques culturelles et une symbolique d'un parcours bien choisi, rejoignant le palais avec une calèche ou à cheval.

Je ne peux m'empêcher de me demander pourquoi chez nous, les élus et assimilés ne sont pas installés ainsi au pouvoir, en s'habillant avec des boubous venant d'ici, en louant à chaque étape le Seigneur auquel nous croyons en grande majorité (musulmans, chrétiens, …) mais en ne s'appliquant que des processions venant d'ailleurs.

Juste pour dire que notre métamorphose devrait commencer par des approches adaptées à nos réalités, et progressistes. Alors, choisir un-e Président-e nécessiterait de notre part, une attention particulière sur :

- La vision qu'il-elle partage ;
- Les orientations et stratégies proposées ;
- Les capacités et aptitudes ;
- La connaissance du Sénégal ;
- L'expérience dans les secteurs (privé et public) ;
- Les valeurs éthiques, cultuelles et culturelles ;
- La sagesse et l'ouverture d'esprit ;
- …

Ô Sénégalais qui devraient voter, exigeons hic et nunc que soient respectés tous les hommes et femmes qui se sacrifient pour le progrès de notre nation.

Ils ne sont pas moins méritants que les plus volubiles, usant de leur station au pouvoir, dans l'opposition, dans la société civile, dans la presse, distingués dans les loisirs, les affaires ou le culte, pour ne chercher que le profit personnel au détriment de l'intérêt général. Encourageons l'émergence d'une classe politique croyante, battante et sage.

A une partie des citoyens aussi, réclamons la clairvoyance, l'objectivité et l'impérieuse nécessité de refuser absolument la corruption sous toutes ses formes.

Loin de penser que mes propositions sont complètes ou parfaites, elles constituent seulement une contribution qui se veulent pertinentes et utiles.

Je prie pour un Sénégal meilleur, de réduction des inégalités, de bien être, de quête de l'excellence et qui brillera de mille avancées, de richesses bien réparties et de l'éclosion des talents qui y vivent.

Que les meilleures valeurs nous soient connues et que le peuple de ce pays en soit pétri, à jamais.

Je souhaite que 2024 soit le début d'une grande amélioration de l'indice de capital humain dans mon pays, d'une métamorphose bénéfique, dans la paix, la santé et la prospérité.

Que se réalisent les meilleurs rêves des dignes fils et filles de ce pays, que la politique soit le tremplin vers une gouvernance des meilleures, une économie viable, un environnement vivable, une société équitable, irréprochable et valeureuse.

Vous venez de lire un livre adressé aux citoyens et aux candidats à une élection présidentielle visant à donner des indications sur les profils d'un-e Président-e 3.0. Ce livre est une contribution innovante sous forme d'orientations bien pensées, de sujets inéluctables, de défis à relever et de politiques pouvant mener à une gouvernance mieux adaptée pour un développement socio-économique durable et responsable. Il y est rappelé que trop de candidats peuvent noyer la grandeur de la fonction présidentielle qui doit être un phare, une lumière éclatante qui guide notre nation vers un avenir meilleur.

A propos de l'auteur

Expert, El Hadji Amadou SAMBA dispose d'une dense expérience de vingt-quatre (24) années, en occupant de hautes fonctions dans les secteurs privé (Consultant international) et public. Alors qu'il n'avait qu'onze ans, Il s'est engagé dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté.
Ce qui lui a prévalu plusieurs félicitations des autorités d'alors (Président de la République, Ministre en charge de l'Education nationale, Inspecteur d'académie, …).
Major de promotion jusqu'à la fin de ses études, il est un champion, plusieurs fois primé (concours général technologies, BD, jeux de l'esprit, Trophée Meilleur IT Manager, Trophée meilleur manager, Homme de l'année, …). Expert en systèmes d'information, il est également titulaire d'un DESS en Management de projets et il s'est enrichi d'une trentaine de formations-certifications dans différents domaines. Coordonnateur du Cadre Permanent de Concertation des Caisses des Dépôts de l'UMOA, il est Administrateur dans différentes structures (bureau d'études et d'ingénierie, ONG Femmes plus, Hôpital international, …) et il a piloté plusieurs grands projets dans la région ouest-africaine. Président de coopérative et délégué de personnel pendant une dizaine d'années, il est membre d'associations internationales et actuellement conseiller municipal à la ville de Rufisque. Il accompagne les jeunes, les femmes et les personnes vulnérables à travers des activités citoyennes, comme Président de la plateforme de l'Alliance nationale pour un développement durable et responsable. Descendant de grandes familles, il a aussi fréquenté l'école coranique.

ISBN : 979-10-415-3619-1

https://www.ame-samba.com/a-propos